CMJN

ENQUÊTE

MERCREDI 7
JUIN 2023
NUMÉRO 3560

100 F

ISSN : 2230-133X

CRISE POLITIQUE

La paix à tout prix !



Avec l'accalmie notée, les initiatives de paix se multiplient.
La visite du Chef de l'Etat à Touba suscite l'espoir.
Alioune Tine : "Il faut un gouvernement d'union pour gérer cette situation."
L'appel des organisations féminines ; SOS Paix travaille à un dialogue direct entre protagonistes.

P. 3

ÉTAT VS OPPOSITION

Guerre de l'information et tentatives de manipulation



Illustration

P. 5

ITW - SIMON KOUKA, RAPPEUR

"Mon problème avec la F24…"



P. 7

UCAD - INCENDIE, SACCAGE, DESTRUCTION

L'ampleur des dégâts

- "Il faudra beaucoup de temps et de ressources pour remettre l'université aux normes"



P. 4

APRÈS 6 SAISONS EN PREMIER LEAGUE

Nampalys, la fin d'une aventure de blues



P. 12

ARRESTATION CHEIKH BARA NDIAYE

Ce qui est reproché au marabout chroniqueur



Selon des sources policières, Cheikh Bara Ndiaye a effectivement été arrêté à Rufisque par les hommes du commissaire Bodian, avant d'être mis à la disposition de la Sûreté urbaine. Il est reproché au célèbre chroniqueur les charges suivantes : appel à l'insurrection, participation à un mouvement insurrectionnel... Nos interlocuteurs confirment qu'il lui est également reproché d'avoir contribué au financement de certains jeunes, qui ont détruit beaucoup d'infrastructures de l'État. C'est dans ce cadre qu'il a été interpellé dans son quartier Babou Salam à Rufisque.

Il faut noter qu'avant cette affaire, le chroniqueur et guide religieux avait déjà la police de Rufisque à ses trousses.

En effet, suite à l'incendie qui avait détruit, il y a quelques jours, son véhicule et qui avait été présenté comme des actes perpétrés par le régime, les hommes du commissaire Bodian s'étaient déjà saisis du dossier. À maintes reprises, selon nos informations, la police a tenté de visionner la caméra de surveillance, mais le chroniqueur s'y serait opposé catégoriquement, prétextant ne pas vouloir leur laisser visionner la vidéo sans la présence de son technicien. Et quand les enquêteurs lui demandaient le numéro du technicien pour coordonner avec lui, le marabout refusait de le leur donner, tout comme il n'a pas voulu non plus aller au commissariat pour être entendu sous procès-verbal, alors qu'il se disait victime.

En garde à vue à la Sûreté urbaine de Dakar, il ne manquera sans doute pas d'être interpellé sur toutes ces questions, ainsi que sur les nouveaux chefs bien plus graves qui lui sont reprochés. ■

NDÈYE NDACK



L'animatrice télé et mannequin, Ndèye Ndack Touré, est placée en garde à vue hier après-midi. C'est après une brève audition à la Brigade de recherches de Dakar/ Faidherbe que l'autorité a décidé de la placer en garde à vue. Ndèye Ndack Touré a été arrêtée sur instruction du procureur de la République, selon nos informations. Ce, suite à diverses sorties au cours desquelles, juge-t-on, elle a fait des appels à la résistance.

KHALIFA SALL

Le président de Taxawu Sénégal reste préoccupé par la situation du pays, même si règne depuis lundi un certain calme. Il regrette les décès survenus. "C'est avec le cœur lourd que nous avons vécu les événements de ces derniers jours. J'adresse mes condoléances aux familles des victimes et formule des prières de prompt rétablissement aux nombreux blessés. Le décès de nos enfants et la grande tristesse qui s'installe dans leurs familles constituent de grosses balafres", a-t-il fait savoir dans un post partagé sur Facebook.

KHALIFA SALL (SUITE)

"Ces événements désastreux sont hélas le fruit d'une rupture de confiance entre acteurs politiques et de frustrations accumulées depuis que la sélection des protagonistes politiques aux joutes électorales est devenue une règle. Elle a fini de diviser notre pays en camps retranchés dans leurs certitudes", a-t-il regretté. D'après l'ancien maire de Dakar, "la haine est en train de prendre le pas sur le bon sens et finit par faire le lit de tous les outrages, de tous les excès. Il nous faut sortir de cet engrenage en passe de mener notre pays dans l'abîme". Par conséquent, il a appelé Macky Sall "à prendre de la hauteur en mettant en avant la primauté de l'intérêt national. Qu'il sache que, de par sa fonction, il est comptable des colères et des angoisses de son peuple. Il lui faut, en «bon médecin», prendre le pouls de ses concitoyens et prescrire la bonne posologie. C'est une obligation morale vis-à-vis de ce grand peuple qui lui a tout donné. Et la bonne ordonnance consiste à : organiser des élections libres et transparentes, des élections inclusives où seul le peuple aura le dernier mot". Par ailleurs, a-t-il souligné, "dans ce contexte de montée des périls, la réconciliation des Sénégalais doit être le maître-mot. Il ne peut y avoir d'idéal commun si les cœurs ne sont pas apaisés, si les différences dressent des barricades. La République, garante de la cohésion sociale, est la meilleure promesse que nous pouvons faire à notre peuple. C'est pourquoi nous devons construire l'avenir avec tous les Sénégalais, autour des principes fondamentaux de la République et qui servent la démo-



cratie et le peuple. Notre devoir est de réconcilier les Sénégalais et de mobiliser les énergies, toutes les énergies, pour le grand dessein national".

FERMETURE CONSULATS

Après les images du saccage des locaux du consulat du Sénégal à Milan, en l'absence du consul, le ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur a décidé de fermer les consulats généraux du pays à l'étranger. Une "mesure conservatoire" qui "fait suite à la série d'agressions récemment perpétrées contre les missions diplomatiques et consulaires du Sénégal à l'étranger, notamment à Paris, Bordeaux (France), Milan (Italie) et New York". C'est suite à la série de violentes manifestations notées à Dakar, après le verdict du procès Ousmane Sonko-Adji Sarr, que des Sénégalais établis à l'étranger ont manifesté au niveau de certains consultants, dont ceux qui sont sus-cités. Ainsi, d'après le ministère des Affaires étrangères, de "sérieux dommages" ont été causés, notamment à Milan où les machines de production des passeports et cartes d'identité ont été détruites. Les consulats rouvriront "quand les conditions matérielles et sécuritaires le permettront", informent dans son communiqué l'autorité. Horizons sans frontières a réagi, dans un communiqué, à la décision du ministère des Affaires étrangères et des Sénégalais de l'extérieur. "Grande et désagréable a été notre surprise" à l'annonce de la décision de l'autorité, a dit Boubacar Sèye. "Cette promptitude de la ministre de tutelle à fermer les consulats du Sénégal à l'étranger qui frise un affolement mû soi-disant pour la sécurité de ses collaborateurs, alors que même celles ou ceux qu'ils sont censés protéger (sans qui aucune mission ne leur serait confiée) ne bénéficient pas d'une telle réactivité quand ils ont des problèmes ou sont en situation de détresse dans les pays d'accueil. La crise migratoire en Tunisie en est une illustration", dit M. Sèye.

FERMETURE CONSULATS (SUITE)

Il rappelle que "les «Sénégalais de l'Extérieur» comme vous les appelez, sont des Sénégalais à part entière et non entièrement à part. Car, comme Horizons sans frontières l'a alerté dans ma contribution récente, ils ont besoin d'être écoutés, d'être compris et d'être rassurés. Et non de subir les conséquences d'une décision unilatérale. C'est pourquoi en tant que président de cette ONG d'alerte et de défense, je perçois une telle mesure comme une décision politique, qui risque de creuser davantage la fracture sociale entre le Sénégal et sa diaspora", ajoute-t-il. Ainsi, Horizons sans frontières a rappelé "encore une fois que la diaspora est un des poumons économiques incontournables du Sénégal. Et nous jugeons cette mesure suicidaire avec beaucoup de non-dits. Car comment comprendre que l'État du Sénégal, à quelques mois de la Présidentielle, entame une épreuve qui ressemble à un bras de fer avec sa diaspora, surtout en ce contexte de crise sociopolitique très tendue dans le pays ? Est-ce manière d'empêcher la diaspora (qui, selon les sondages, est majoritairement contre régime) de participer aux prochaines élections ? L'avenir nous édifiera", souligne-t-il. En attendant, aux autorités comme aux Sénégalais d'ici et de la diaspora, Horizons sans frontières demande de savoir raison garder.

BILAN DALAL JAAM

Après presque une semaine de manifestations, la direction de l'hôpital Dalal Jamm de Guédiawaye, à travers son service d'accueil, a fait le point de ses interventions. Face à la presse hier, l'anesthésiste-réanimateur, Dr Fama Sène, a expliqué que leurs équipes ont reçu plusieurs blessés. Certains sont venus d'eux-mêmes, les autres ont été transférés de l'hôpital Roi Bédouin de Guédiawaye. Le surlendemain vendredi, ils ont reçu quatre corps sans vie qui sont à la morgue pour des autopsies. "Le jeudi, on a eu 11 blessés, dont quatre graves. Le vendredi, nous avons reçu 21 blessés, dont une femme, un mineur, envoyés entre les services de réanimation et les blocs opératoires. Ils ont été blessés par balles, armes blanches et grenades lacrymogènes. On a reçu de nombreux blessés vendredi et samedi. Mais on a pu faire face, parce qu'on était en nombre conséquent. On a travaillé en parfaite intelligence avec le district sanitaire de Guédiawaye. On se complète. Tous les frais inhérents à ces cas ont été pris en charge par l'hôpital. Il y a des blessés qui sont rentrés chez eux après avoir reçu les soins", a expliqué le Dr Sène. "Tout le personnel s'est engagé pour prendre en charge tous les patients de la meilleure des façons. Tous les cas de blessés sont stables, sauf celui qui est en réanimation. Si on remarque que d'autres structures sont débordées, nous allons les soulager. À notre niveau, la situation est maîtrisée. La prise en charge se fait tranquillement. Nous lançons un appel au calme. Nous sommes attristés par les décès", a dit l'anesthésiste-réanimateur.

UCG

Après les casses et les incendies que Dakar et sa banlieue ont connus ces derniers jours, le directeur général de la Société nationale de gestion des déchets (Sonaged SA) et le Premier ministre étaient sur le terrain avant-hier nuit, pour constater de visu le travail effectué par les éboueurs. Ils ont nettoyé les déchets et résidus d'incendie. "Aujourd'hui, nous avons pu mobiliser à peu près un millier de jeunes qui sont des agents du programme 'Xeyu Ndaw Yi', mais aussi des anciens de l'UCG et nous sommes content d'avoir eu une adhésion populaire autour de cette initiative, parce qu'en plus de ce millier de jeunes, nous avons eu à peu près 800 autres jeunes issus des quartiers de la zone des Parcelles-Assainies qui sont venus nous appuyer dans cet exercice et de manière spontanée. Nous avons lancé ce programme de remise à niveau qui a nécessité la mobilisation d'engins importants, parce qu'il faut savoir que depuis quelques jours, il y a une interruption du système de nettoiement, ce qui a fait que beaucoup de dépôts se sont constitués dans les quartiers", a confié le DG Mass Thiam. Il a indiqué que c'est à l'occasion de lancer un message aux populations pour leur dire que leur standard téléphonique 202 123 est disponible pour qu'elle puisse signaler les dysfonctionnements qu'il y a eu dans le système de collecte. "Nous sommes très contents et nous sommes engagés pour accompagner cette mise à niveau qui se fait actuellement ici aux Parcelles-Assainies, à Pikine, à Diamaguène, à la Médina et un peu partout à Dakar. On est en train de mettre en place l'ensemble du système de nettoiement au grand bénéfice des populations", a-t-il ajouté. De son côté, le Premier ministre Amadou Ba a félicité la Sonaged pour ce travail d'assainissement, afin de permettre à la population de vaquer tranquillement à ses occupations. "C'est des instructions qui ont été données et nous constatons qu'elles sont mises en œuvre et nous saluons aussi l'engouement qui accompagne cette action. Je suis passé spontanément pour faire le contrôle, mais je vois que les instructions sont correctement appliquées", a renseigné le PM.

ENQUÊTE

Publications - Société éditrice
Mermoz Pyrotechnie
Villa N°23, 2e étage
Tél. : 33 825 07 31
E-mail : enquetejournal@yahoo.fr

Directeur général :
Mahmoudou Wane
Directeur de la Rédaction :
Gaston Coly
Rédactrice en chef :
Bigué Bob
Grand Reporter :
Mor Amar
Chef de desk Sports :
Louis Georges Diatta

Rédaction :
Aida Diène, Lamine Diouf,
Amadou Fall, Maguette Ndao,
Babacar Sy Sèye, Cheikh Thiam
Correcteur :
Gaston Steve Coly

Directeur artistique :
Fodé Baldé
Maquette :
Penda Aly Ngom Sène

Service commercial :
enquete.commercial@gmail.com
Tél **: 77 849 31 49**
Impression : **AFRICA PRINT**

CRISE POLITIQUE

La paix à tout prix !

Malgré le retour au calme et à la sérénité noté depuis quelque temps, les organisations de la société civile, féminines et religieuses continuent d'être sur le qui-vive et multiplient les initiatives pour une paix définitive.



MOR AMAR

Sur la ligne rouge, les Sénégalais ont encore su se retenir. En tout cas jusque-là. Depuis quelque temps, les voix se multiplient pour appeler à la paix. Et la dernière visite du président de la République Macky Sall à Touba n'a pas manqué de susciter l'espoir. De l'avis du président d'Afrikajom Center, Alioune Tine, c'est un bon début. "Moi, j'ai un immense espoir. Pour avoir rencontré le khalife à maintes reprises, j'ai pu constater toute sa détermination et son engagement pour la paix dans ce pays. Il ne s'est jamais lassé de prêcher la paix. C'est l'occasion pour moi d'appeler à un renforcement de ces institutions qui, très souvent, nous ont sauvés de certaines situations, au lieu de les affaiblir comme ont tendance à le faire certains. Nous invitons, par ailleurs, le président de la République, qui est le président de tous les Sénégalais, à se faire violence pour être dans une posture de calmer le jeu. Sonko aussi doit se faire violence pour qu'on puisse dépasser cette situation".

Au-delà de cette situation, le droit-de-l'hommiste en appelle à un esprit de dépassement pour examiner en profondeur les pathologies dont souffre le pays. Selon lui, ceci est indispensable pour une paix définitive. "Il y a déjà trop de morts, trop de dégâts matériels. Ce qui s'est passé à l'université est inacceptable. Il est donc temps qu'on s'arrête et que l'on réfléchisse sur comment mettre un terme à cette situation de chaos".

D'habitude très sévère envers le pouvoir, M. Tine n'a pas souhaité cette fois s'appesantir à trouver des boucs émissaires. Pour lui, tout le monde est responsable, opposition, pouvoir, même la société civile et certains régulateurs sociaux. "Nous avons besoin de faire notre introspection. La politique du bouc émissaire est facile pour se défausser. Le plus important aujourd'hui, c'est : que devons-nous faire pour restaurer la paix ? Parce que comme on dit en wolof, 'nettali xulo day indi xulo' (revenir sur les causes d'un conflit ramène le conflit). Ceux qui ont fait ces dégâts (les casses) ce sont nos enfants. C'est donc une responsabilité sociale collective. À partir de ce moment, il faut s'arrêter et sortir des sentiers battus pour trouver des solutions appropriées, afin d'éviter l'autodestruction. Autrement, on va couler".

Dans la même veine, elles ont été nombreuses, les organisations de la société civile, à ruer dans les brancards pour inviter les acteurs politiques à savoir raison garder et à se mettre autour d'une table pour trouver des solutions. Selon la Synergie des organisations de la société civile pour la paix (SOS Paix), "les acteurs doivent tout mettre en œuvre pour un dialogue franc et sincère, en vue de trouver des consens forts permettant de surmonter les épreuves".

D'après les amis de Moundiaye Cissé, pour une sortie rapide de la crise, il faudrait un dialogue direct entre les deux protagonistes, à savoir Macky Sall et Ousmane Sonko. L'organisation s'est engagée, dans les plus brefs délais, à rencontrer les parties prenantes, en vue de faciliter une sortie de crise.

Dans cette quête pour la paix, les organisations féminines ne sont pas non plus en reste. Dans un communiqué, le Forum international des femmes de l'Espace francophone et des Journées des initiatives des femmes africaines (Fifef/Jifa) encourage fortement les femmes de tout bord du Sénégal, à ne ménager aucun effort dans la médiation sociopolitique, afin d'engager les acteurs politiques à un dialogue inclusif et sincère pour un retour très rapide au calme et à la sérénité. "Le Fifef/Jifa en appelle à la responsabilité des parents, des chefs religieux, des femmes leaders politiques, des acteurs de la société civile, des jeunes et des médias, et les exhorte à mettre l'intérêt supérieur du Sénégal et des Sénégalais au-dessus de toute considération", lit-on dans le communiqué.

Aujourd'hui, renchérit le président d'Afrikajom, il est urgent de revenir aux fondamentaux de la politique, c'est-à-dire la régulation de la violence sociale, qui est sa vocation principale. Pour prendre en charge les questions de manière définitive, il serait judicieux de faire de cette période préélectorale une phase transitoire. "J'en avais parlé à la suite des dernières Législatives. Compte tenu des bombes à retardement qui minent notre société, il faut un gouvernement d'union pour gérer cette situation. Il nous faut mettre à profit cette transition pour réinventer le pays, le rénover, le réparer, le rectifier, avant d'aller à la Présidentielle. L'autre proposition, c'est la commission vérité, justice, réconciliation, pour parler de tout ce qui s'est passé depuis 2021 ou même au-delà, pour voir qui a fait quoi, pourquoi, etc. Ce sont des questions importantes. Il y a quand même eu beaucoup de morts".

Il faut rappeler que le président de la République a lancé, il y a quelques jours, le dialogue national, pour discuter de toutes les questions qui fâchent. Si certaines organisations politiques et de la société civile ont répondu présentes à cet appel, d'autres ont décidé tout bonnement de boycotter la rencontre.

En attendant, la visite du chef de l'État au khalife général des mourides, la nuit lundi au mardi, a redonné l'espoir à beaucoup de Sénégalais. Reste à savoir si les parties vont accepter de s'engager dans les compromis nécessaires pour mettre en avant la stabilité du pays.

Il convient de signaler que, depuis dimanche, le calme est revenu dans la quasi-totalité des localités du pays. ■

TENSIONS AU SÉNÉGAL

Ëtu Jamm appelle à la stabilité du pays

La Plateforme de veille des femmes pour la paix et la sécurité Ëtu Jamm s'est prononcée sur la situation actuelle du pays à travers un communiqué. Elle lance un appel à la paix pour que les choses reviennent à la normale.



NDEYE KHOUDIA DIENG (STAGIAIRE)

En cette période de crise et de tensions politiques au Sénégal, toutes les voix se lèvent pour demander la fin des échauffourées et que la paix puisse revenir. La Plateforme de veille des femmes pour la paix et la sécurité Ëtu Jamm n'est pas en reste. Dans un communiqué de presse, Ëtu Jamm est revenue sur la situation actuelle.

"Le Sénégal traverse des moments difficiles avec une violence inouïe presque partout et installant le pays dans un risque de basculement indescriptible dans le chaos. Des événements sanglants avec son chapelet de morts sont égrenés tous les jours, rappelant la période sombre de la crise sanitaire, les dégâts matériels incommensurables notés un peu partout. L'aboutissement de cette situation de crise, de détresse, de l'escalade du mal à laquelle nous assistons, augure des lendemains incertains et donne en prélude une grande balafre à la démocratie sénégalaise tant enviée jusqu'ici", déclare-t-elle dans le communiqué.

Ainsi, la Plateforme de veille des femmes pour la paix et la sécurité, notamment pour des élections apaisées au Sénégal Ëtu Jamm, composée de 50 organisations faîtières de la société civile féminine coordonnée par Femmes Africa Solidarité (Fas), dit exprimer ses vives préoccupations face à la crise politique, sociale et des droits humains, mettant le pays dans une impasse, au regard de la gravité de la situation.

"Ëtu Jamm est très préoccupée par les soubresauts qui secouent actuellement notre pays avec : la persistance des violences physiques publiques ahurissantes suivies de morts. Les perturbations scolaires et universitaires. La restriction de la mobilité et de l'accès à l'information. L'activité économique en berne pendant des jours. Les multiples arrestations semant la peur un peu partout. Les décès annoncés par balles. La présence des adolescents et des tout jeunes dans les manifestations. L'accès difficile à un centre de santé confinant de plus en plus les malades même graves à la maison. L'atteinte de la cohésion sociale touchée par les dénonciations intempestives entraînant la psychose et la peur chez les populations. La destruction de biens publics et privés, d'infrastructures nationales que nous mettrons des années à reconstruire. Le signalement de violences sexuelles sur des femmes et des filles lors des manifestations", dénonce la plateforme.

Dans ce contexte, Ëtu Jamm, dont leur devise est le "dissoo", propose des résolutions en appelant "à bannir dans l'espace public tout discours incitatif de violences et qui sont de grandes entraves à la paix et à la sécurité. A adopter un comportement républicain d'apaisement concourant au maintien et à la préservation de la paix, de la sérénité et de la cohésion sociale. Ëtu Jamm en appelle à des solutions d'urgences politiques, sociales et culturelles appropriées pour un retour rapide au calme et à la sérénité, permettant aux populations de vaquer en toute quiétude à leurs activités freinées par cette situation qui prévaut actuellement. Lance un appel au président de la République, garant de la paix et de la sécurité, pour la restauration de la paix, de la sécurité et de la justice. Exhorte les acteurs politiques à engager des consultations inclusives pour la paix et la sécurité. Encourage la création des conditions de réussite d'un dialogue inclusif, sain et sincère, qui réunirait toutes les composantes de la société politique, de la société civile, des autorités religieuses et culturelles, des jeunes et des femmes, et que la stabilité du pays, la paix et la sécurité doivent primer sur les désirs ou les volontés de toute personne, quel que soit son rang social", a-t-elle proposé.

Par ailleurs, Ëtu Jamm invite les populations, en particulier les acteurs politiques et administratifs, à la retenue, au respect des droits humains, à la pacification de l'espace public, pour un Sénégal de paix, de cohésion sociale et d'unité. ■

RESTRICTIONS DES DROITS ET LIBERTÉS AU SÉNÉGAL

Human Rights Watch indexe encore le régime de Macky Sall

L'organisation de défense des Droits de l'homme, dans un nouveau communiqué accablant contre les autorités sénégalaises, déplore les restrictions sur les libertés publiques et dénonce une répression excessive sur les manifestants.



Illustration

LAMINE DIOUF

C'est à croire qu'entre son communiqué de mars 2021 et celui de ce 5 juin 2023, Human Rights Watch n'a fait que se répéter. Sur le Sénégal, l'organisation de défense des Droits de l'homme exprime toujours son inquiétude face à l'impunité, la restriction des libertés et le recours excessif à la violence dans la répression.

Avant-hier, l'organisation a fait savoir que "les autorités sénégalaises devraient immédiatement garantir une enquête indépendante et crédible sur les violences commises lors des manifestations dans la capitale Dakar et dans tout le pays depuis le 31 mai 2023". Alors qu'au moins 16 morts et des dizaines de blessés ont été signalés par le ministère de l'Intérieur, de même que 500 arrestations, dans un communiqué publié le 4 juin, le parti politique des Patriotes africains du Sénégal pour le travail, l'éthique et la fraternité (Pastef) a déclaré que des forces de sécurité et des "milices" avaient tué 19 personnes et que les Sénégalais devaient "se défendre par tous les moyens et riposter".

Si cette sortie est quelque peu passée inaperçue lundi, c'est que l'accès à Internet subit des restrictions de la part des autorités publiques. Le 1er juin, le ministre de l'Intérieur, Antoine Félix Diome, a annoncé la mise en place de restrictions sur les réseaux sociaux, afin de mettre fin à la "diffusion de messages haineux et subversifs". Le 4 juin, le gouvernement a étendu les coupures d'accès à l'Internet mobile. Ces restrictions ont empêché les journalistes, les activistes des droits humains et d'autres personnes de communiquer, d'obtenir des informations ou de rendre compte des événements en cours, a déclaré Human Rights Watch qui invite les autorités à mettre fin aux "interdictions arbitraires d'accès à Internet et aux réseaux sociaux".

Mars 2021, juin 2023 : même combat

La coupure d'Internet est l'élément nouveau par rapport à la restriction des libertés déjà dénoncée en 2021. Dans sa sortie, l'organisation de défense des Droits de l'homme invitait déjà les autorités sénégalaises à veiller "immédiatement à ce qu'une enquête indépendante et minutieuse soit ouverte sur les décès signalés d'au moins 10 personnes et sur les blessures de centaines d'autres lors des manifestations qui se sont déroulées dans le pays depuis le 3 mars 2021". Le gouvernement, ajoute-t-elle, "devrait libérer les personnes détenues en raison de leurs convictions politiques ou de leur participation à des activités pacifiques".

Des manifestations ont éclaté à Dakar le 1er juin, après qu'un tribunal a condamné le leader de l'opposition Ousmane Sonko, chef de Pastef, à deux ans de prison pour "corruption de la jeunesse", compromettant ainsi ses chances de se présenter à l'élection présidentielle l'année prochaine. Les manifestants à Dakar ont érigé des barricades, bloqué les routes principales, brûlé des pneus, détruit et pillé des biens publics et privés, et jeté des pierres sur la police, qui a répliqué par des tirs de gaz lacrymogènes.

Plusieurs autres témoignages rapportés par Human Rights Watch ont fait état de la présence de "nervis" parmi les forces de sécurité. "Ces nervis roulent dans des voitures sans plaques et agissent en toute impunité sous la protection des forces de sécurité", a déclaré un journaliste a l'organisation de défense des Droits de l'homme, qui a aussi recueilli des témoignages confirmant l'utilisation de balles réelles pendant les manifestations. En même temps, l'opposition accuse les autorités d'utiliser des civils armés aux côtés des forces de sécurité lors des manifestations.

Témoignages sur la répression excessive

Selon la directrice adjointe de la Division Afrique à Human Rights Watch, "les récents décès et blessures de manifestants envoient un signe inquiétant pour l'élection présidentielle de 2024 et devraient faire l'objet d'une enquête rigoureuse afin que les responsables de ces actes rendent des comptes. Carine Kaneza Nantulya invite également "les autorités à "mettre fin à la répression contre les manifestants et les critiques, et à garantir la liberté de réunion".

Les mêmes causes en 2021 ont produit les mêmes effets en 2023, parfois avec plus de gravité. Le nombre de prisonniers politiques (100 à l'époque) s'est multiplié (plus de 500). Human Rights Watch estime qu'au cours des derniers mois, "les autorités ont réprimé des membres de l'opposition, les médias et la dissidence. Les forces de sécurité ont arrêté et détenu arbitrairement des journalistes et des manifestants, et ont interdit des manifestations organisées par l'opposition politique".

Depuis 2021, de violentes manifestations liées au silence du président Macky Sall sur son intention de briguer ou non un troisième mandat et à l'affaire impliquant Ousmane Sonko ont éclaté dans tout le pays. L'usage excessif de la force et les arrestations arbitraires par les forces de sécurité, lors des manifestations, sont devenus monnaie courante depuis 2021 et la justice n'a pas été rendue pour ces abus.

La même chose est en train d'être observée présentement. Même si un calme précaire est noté depuis trois jours, de nouveaux heurts sont en craindre, si Ousmane Sonko est arrêté. Une éventualité confirmée par le ministre de Justice Ismaïla Madior Fall, ajoutant que cela pourrait intervenir à tout moment. Aussi, les organisations de la société civile et de l'opposition présentes au sein de la plateforme F24 ont annoncé deux journées de mobilisation, le 9 et le 10 juin.

Carine Kaneza Nantulya invite l'UA et la CEDEAO à raisonner le Sénégal

En attendant le développement de cette actualité, Carine Kaneza Nantulya appelle les autorités sénégalaises à "mettre un terme aux arrestations arbitraires", à "libérer les personnes détenues à tort, notamment les enfants, et (à) respecter le droit des Sénégalais à manifester et à protester pacifiquement". La directrice adjointe de la Division Afrique à Human Rights Watch invite même les organisations africaines à raisonner Macky Sall : "L'Union africaine et la CEDEAO devraient user de leur influence pour pousser les autorités sénégalaises à mettre fin à la répression des manifestations et des critiques."

L'organisation de défense des Droits de l'homme rappelle au Sénégal les textes sur la restriction des libertés individuelles et collectives.

En effet, rappelle le communiqué, le droit international des droits humains et la Constitution sénégalaise protègent le droit à la liberté de réunion et d'expression et interdisent l'usage excessif de la force par les forces de l'ordre. "Les lignes directrices pour le maintien de l'ordre par les agents chargés de l'application des lois lors des réunions en Afrique, stipulent que les agents des forces de l'ordre ne peuvent recourir à la force qu'en fonction de la gravité de l'infraction et que l'usage intentionnel de la force létale n'est autorisé que lorsqu'il est strictement inévitable pour protéger la vie. Il prévoit également que l'armée ne doit être utilisée pour contrôler les rassemblements qu'en cas de circonstances exceptionnelles et uniquement en cas de nécessité absolue".

Human Rights Watch rappelle également que la Déclaration de principes de l'Union africaine sur la liberté d'expression et l'accès à l'information en Afrique exige que les restrictions d'Internet soient à la fois nécessaires et proportionnées, et stipule que les gouvernements ne doivent pas interférer avec la liberté d'opinion de qui que ce soit. ■

MANIFESTATIONS DU JEUDI 1ER JUIN À L'UCAD

"Il faudra beaucoup de temps et de ressources pour remettre l'université aux normes"

Les dégâts causés à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad) sont énormes. Plusieurs sites sont impactés, suite aux manifestations survenues après le verdict du procès Sonko-Adji Sarr. Une visite des autorités universitaires a permis de déterminer l'ampleur des dégâts.



Quelle est l'ampleur des dégâts causés à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar (Ucad), lors des manifestations du jeudi 1er juin dernier ? Une visite des autorités universitaires sur les campus pédagogique et social a permis de faire l'inventaire des biens détruits. Le recteur, Pr. Ahmadou Aly Mbaye, le directeur du Coud, le SG de l'Ucad, ainsi que les chefs d'établissement et les directeurs centraux du rectorat ont constaté de visu qu'au campus pédagogique, les six facultés ont toutes subi des dommages.

"Les dégâts sont donc énormes et il faudra beaucoup de temps et de ressources pour remettre l'université aux normes", fait-on savoir dans une note.

À la faculté des Lettres et sciences humaines comme en Fac de Médecine, les archives datant de plusieurs décennies ont été incendiées. "C'est la mémoire de ces deux facultés qui part ainsi en fumée", déplore-t-on. À la faculté des Sciences juridiques et politiques, c'est le chapiteau moderne de 3 000 places qui a été réduit en cendres. Du côté des écoles et instituts, c'est le Cesti qui a subi le plus de dommages. La salle au rez-de-chaussée du nouveau bâtiment, ainsi que la case-foyer ont été incendiées. L'Ebad (École des bibliothécaires, archivistes et documentalistes) non plus n'a pas échappé aux saccages.

Au campus social, la direction du Coud a été calcinée y compris le bureau du directeur et celui de l'ACP, restitue le communiqué. De plus, le cyber Sinkou a également été incendié. Sans compter les vitres cassées presque partout à l'université (Ucad II, pavillon, IPMS, centre médico-social...).

Dans les deux campus, le matériel roulant a été réduit presque à néant. Plus de 30 véhicules ont été calcinés au campus pédagogique, dont une vingtaine de bus et minibus, le restant étant des véhicules de particuliers, d'après le décompte des autorités universitaires.

Au campus social, dit-on, huit minibus de transport du personnel et une dizaine de véhicules particuliers sont partis en fumée. ■

BABACAR SY SEYE

TENSIONS POLITIQUES AU SÉNÉGAL - ÉTAT VS OPPOSITION

Guerre de l'information, désinformation et tentatives de manipulation

Les émeutes pour dénoncer la condamnation d'Ousmane Sonko s'accompagnent d'une guerre informationnelle impitoyable entre l'État et les partisans du leader de Pastef. Dans cette bataille qui s'est jouée sur le terrain médiatique, l'État a utilisé un certain nombre d'éléments de la guerre informationnelle dans le but de décrédibiliser le mouvement de contestation et de jouer la carte de la menace étrangère. Une stratégie qui a aussi pour but de rallier l'opinion publique à sa cause.

AMADOU FALL

Dans la bataille de l'information qui l'oppose à une certaine frange de l'opposition, l'État du Sénégal, à l'occasion de ces manifestations, semble avoir pris un temps d'avance dans ce domaine. Contrairement aux émeutes de mars 2021, le gouvernement est venu, décidé à contrôler l'information. Au fil des journées, l'État est parvenu a imposé ses éléments de langage : forces occultes, volonté de déstabilisation, armes de guerre, menaces d'attaques sur des infrastructures critiques, cocktails Molotov, menace sur la cohésion sociale.

L'absence de contre-information venant du camp adverse (Ousmane Sonko séquestré chez lui et empêché de faire toute adresse à ses partisans) a facilité cette mise en route de la machine d'information de l'État. Les ministres et autres responsables de la police ont multiplié les plateaux et les interventions à la radio, afin de distiller le bon message relatif à la décrédibilisation des manifestants assimilés à des pillards et/ou à des éléments perturbateurs de la quiétude de la société sénégalaise.

La suspension de l'Internet participe de cette stratégie de censurer ou de réduire au maximum le point de vue du camp adverse.



Illustration

En outre, la chape de plomb qui s'est abattue sur Pastef empêche le développement de toute position contraire à celle prise par l'État, concernant l'interprétation des émeutes. Le choix d'axer sa rhétorique sur les forces subversives semble avoir atteint son but et a peu à peu fait oublier les origines de la contestation. Les images de saccage et de pillage des magasins et autres banques, même si au début ont servi d'appel d'air pour stimuler la mobilisation au fil des jours, a fini par servir de repoussoir à une partie de la population effrayée par ce déferlement de violence.

La suspension des réseaux sociaux WhatsApp et YouTube, ainsi que la suspension des données mobiles privent Pastef de relais des informations allant à l'encontre du narratif officiel axé sur la volonté de rétablir l'ordre républicain. L'absence de figure de proue pouvant incarner cette révolte de la jeunesse a nui à sa pérennité face à une kyrielle qui se succède sur les plateaux télévisés pour faire avancer leurs arguments. Le choix, dès les premières heures des manifestations, de couper le signal de Walfadjri, répond à cette stratégie d'annihiler les messages issus du camp adverse.

Stratégie de communication de l'État à la conquête de l'opinion publique

L'État du Sénégal semble vouloir pratiquer les grands principes de la guerre de l'information mise en œuvre par le major George Wilson, ancien haut responsable d'Irlande du Nord en 1970, dans sa lutte contre l'Armée républicaine irlandaise (Ira) qui s'opposait au pouvoir britannique. Il s'agit tout d'abord de complètement réduire le point de vue adverse avec la censure (suspension d'Internet, emprisonnement des leaders de Pastef), ensuite militarisé l'information (forces occultes, armes de guerre, attaques contre les infrastructures vitales, forces étrangères) filtrer l'information et fournir des documents photographiques, afin d'influencer l'opinion.

Toutefois, cette stratégie peut parfois connaître quelques couacs. La volonté de la police d'illustrer cette menace des forces occultes semble s'être retournée contre elle. La vidéo publiée lors de la conférence de presse du commissaire Ibrahima Diop, le 4 juin dernier, montrant un individu en tee-shirt rouge armé, présenté comme un manifestant, a très vite était contredite sur la toile. D'autres vidéos ont rapidement circulé présentant cette même personne en compagnie des forces de police. La volonté de la plateforme des forces vives de la nation F24 de tenir de nouvelles manifestations le 9 et le 10 juin apparait comme un moyen de reprendre la main sur le plan communicationnel.

Pour le journaliste politique Ibrahima Bakhoum, le gouvernement est loin d'avoir remporté cette guerre de la communication. Le gouvernement est resté sur les médias traditionnels (presse écrite, radio et télé), alors qu'une frange de la jeunesse s'informe à travers les réseaux sociaux et ne lit plus la presse. Au fil des années, l'opposition très présente sur les nouveaux outils de communication a pris une longueur d'avance sur l'État qui est resté très classique dans ses modes de communication.

Poursuivant son propos, il indique que le choix du gouvernement de limiter l'accès à Internet pour lutter contre la désinformation sur les réseaux sociaux est contre-productif. "D'une certaine manière, l'État s'est tiré une balle dans le pied. Si le pays ne fonctionne pas et que les gens ont des difficultés pour communiquer, ça peut être problématique. J'ai vu un chiffre comme quoi on perd 5 milliards par jour à cause des troubles. À cause de ces restrictions sur Internet, les gens ont des problèmes pour communiquer et échanger des documents et des informations qui ne peuvent pas circuler. Les jeunes qui utilisent VPN peuvent rapidement contourner ces restrictions", a déclaré l'ancien directeur de publication de "Sud Quotidien". ■

SAINT-LOUIS - PÉNURIE DE CARBURANT ET DE GAZ

Les usagers fustigent et déplorent la situation

Les populations de la ville de Saint-Louis font face à une pénurie de carburant et de bouteilles de gaz. La situation s'est considérablement aggravée ces derniers jours, après les violentes manifestations de rue. Pour se procurer du carburant ou des bonbonnes de gaz, les automobilistes et les ménagères parcourent des kilomètres. D'ailleurs au rythme où évolue la situation, les populations de la vieille cité craignent le pire, les prochains jours.

IBRAHIMA BOCAR SÈNE (SAINT-LOUIS)

Les conséquences des manifestations de rue et des saccages de stations d'essence issues du verdict du procès Ousmane Sonko-Adji Sarr commencent à se faire sentir à Saint-Louis. Le carburant et le gaz se raréfient dans les stations-service. Ainsi, pour avoir quelques litres de carburant, il faut parcourir plusieurs kilomètres et s'armer de patience devant les pompes. La pénurie affecte aussi bien les automobilistes que les motocyclistes, mais également les transports en commun, entraînant des retards considérables dans les déplacements.

D'ailleurs, cette situation a de lourdes conséquences économiques pour les usagers de la ville.

Trouvé au volant de son taxi "jaune-noir" dans une essencerie sise à l'avenue Général De Gaulle, le chauffeur M. Guèye déplore la situation.

"En cassant tout sur leur passage, les manifestants n'avaient pas mesuré les conséquences. Ils ont créé une pénurie de carburant préjudiciable à tout le monde. Maintenant, le transport en souffre. Pour se ravitailler, il faut se lever très tôt et attendre pendant longtemps dans les stations pour avoir droit à une ration. Les gens se disputent pour avoir du carburant. J'ai assisté tout de suite à une bagarre entre deux conducteurs de Jakarta à la station de Khor", dit-il.

Autre station d'essence, autre décor. Le populeux quartier de Pikine reste la localité la plus touchée par les saccages de stations-service et de boutiques. Rencontré à l'une des rares essenceries de Pikine qui a échappé à la furia des manifestants de jeudi dernier, Moustapha, commerçant et automobiliste, fustige cet état de fait qui a un impact direct sur son commerce. "Cette pénurie va ralentir les affaires. Sur la route, il y a moins de motos que d'habitude. La circulation est fluide, donc beaucoup de voitures ne roulent pas également. J'ai fait plusieurs stations avant d'arriver ici. Mais à ma grande surprise, le pompiste trie les clients qu'il vend sous prétexte que ce sont leurs traditionnels clients. Ce n'est pas normal. Le gouvernement doit agir rapidement pour trouver une solution à ce problème", lance-t-il.

Le charbon de bois pour juguler le gaz

La situation est également préoccupante, en ce qui concerne les bouteilles de gaz. Les femmes de Saint-Louis, comme celles de nombreuses villes du pays, utilisent ces bonbonnes, notamment pour la cuisine. La rareté soudaine du gaz a atteint un niveau tel que les commerçants "dealers" commencent à spéculer sur le produit. Les populations qui parviennent à acheter les rares bouteilles de gaz encore disponibles sur le marché doivent souvent payer des prix exorbitants. La rupture de stock de bouteilles de gaz les oblige donc à se rabattre sur des alternatives plus coûteuses, comme les fourneaux à charbon de bois. Un revirement qui grève leur budget, qui est déjà impacté.

"Depuis le week-end, des centaines de mères de famille comme moi sillonnent les quartiers du faubourg de Sor pour acheter une bouteille de gaz. Mais elles n'en trouvent pas. Comble de malheur, les gérants des dépôts de gaz nous informent qu'ils ne savent pas également à quand le produit sera disponible", regrette Dior Diop.

Raison pour laquelle les ménagères se sont rabattues sur les vendeurs de charbon de bois. " On n'a pas le choix, il faut préparer à manger pour la famille. Les configurations de nos maisons ne sont pas adaptées pour faire la cuisine avec du charbon. Mais on est obligé de s'y conformer, en attendant le retour à la normale. Depuis quelques jours, les vendeurs de charbon se sont mis dans la spéculation. Ils vendent le kilo à 300 F CFA. La pénurie de gaz va impacter sur notre budget et notre temps. Cette situation doit servir de leçons aux jeunes quand ils expriment leur colère dans la rue", a déploré Ndèye Ngoné.

Mais comme l'enseigne le vieil adage, "le malheur des uns faisant le bonheur des autres", les charbonniers se frottent déjà les mains. Car certains d'entre eux ont épuisé leur stock.

En attendant un retour rapide à la normale, la pénurie de carburant et de gaz est alarmante pour les populations saint-louisiennes. Pour bon nombre d'usagers, les autorités doivent faire preuve de vigilance afin de résoudre rapidement ce problème et de garantir la disponibilité du carburant et du gaz pour éviter les spéculations. Les entreprises concernées doivent également prendre leurs responsabilités pour garantir une distribution équitable et stable, ont souligné certains Saint-Louisiens. ■

CHANGEMENTS CLIMATIQUES

La Banque mondiale dégaine 2 millions de dollars US pour deux ans

Dans le cadre de l'exécution d'un ambitieux programme dénommé Partenership for Market Implementation (PMI), qui s'étale sur deux ans, la Banque mondiale a octroyé un montant de 2 millions de dollars US (1,220 milliard F CFA) au Sénégal.



CHEIKH THIAM

L'atelier de lancement des activités du projet dénommé Partenariat pour la mise en œuvre du marché (PMI), exécuté avec l'appui du groupe de la Banque Mondiale, a été présidé par le directeur de l'Environnement et des Établissements classés du Sénégal. Baba Dramé a souligné, à cette occasion, que la mise en œuvre de ce projet sera d'un apport certain en vue de la sécurisation du financement de la contribution déterminée au niveau national (CDN) sur les changements climatiques, dans le cadre d'une approche inclusive, concertée et dynamique.

Les faits, selon lui, montrent l'évidence de la hausse effective de la température.

Ainsi, la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) est un impératif urgent, à l'heure où les pays les moins avancés subissent les effets adverses du réchauffement climatique. Les données scientifiques, avec le 6e rapport du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), poursuit-il, montrent bien l'urgence avec laquelle il faut agir pour réduire rapidement les émissions de gaz à effet de serre.

Dans ce sens, l'Accord de Paris a constitué un tournant décisif dans la concrétisation de l'objectif mondial de réduction des émissions de gaz à effet de serre. "Les avancées notées constituent un réel bond en avant, mais il reste du chemin à parcourir pour assurer une prise en charge appropriée des besoins du Sénégal dans le domaine du marché et taxe carbone. C'est dans ce cadre que s'inscrit la collaboration entre le gouvernement du Sénégal et la Banque mondiale, en vue de l'exécution d'un ambitieux programme dénommé Partenership for Market Implementation (PMI) de deux ans et d'un montant de 2 millions de dollars US. Le PMI permettra de faciliter un meilleur accès des parties prenantes clés à la finance et taxe carbone, à travers notamment le renforcement du cadre de gouvernance dédié, la mise en place de règles et procédures, le développement d'outils techniques et l'élaboration d'études sur les modalités de mise en place d'une taxe carbone. Nous ne sommes qu'au début d'un long processus où toutes les parties prenantes, à savoir le Parlement, le ministère en charge des Finances, les acteurs non étatiques et le ministère en charge de l'Environnement auront des rôles clés à jouer", a déclaré Baba Dramé.

Il a d'ailleurs promis que son ministère veillera personnellement au suivi de la mise en œuvre effective de ce projet au niveau national.

Près de 30 projets en cours, dont plus de 20 projets nationaux

Prenant la parole, la directrice de l'Environnement pour l'Afrique de l'Ouest à la Banque mondiale, basée à Dakar, a souligné que la participation du Sénégal au partenariat, à travers une assistance technique de deux ans financée par un don de 2 millions de dollars des États-Unis du fonds fiduciaire du même nom, fait partie des activités de recherche et d'assistance technique financées par la Banque mondiale dans les domaines de la lutte contre la pollution, la gestion durable des ressources forestières et halieutiques, l'engagement dans l'action climat, la protection de l'environnement et de la biodiversité, et la promotion du développement durable dans plus de 15 pays, de la Mauritanie au Tchad.

Maria Sarraf Pardon ajoute que cette assistance technique vise à faire progresser la compréhension des instruments de tarification du carbone et faciliter leur mise en œuvre. Seuls deux pays d'Afrique de l'Ouest font partie du partenariat : le Sénégal et la Guinée. À cet égard, le Sénégal fait figure de pionnier dans la sous-région, pour maitriser certains des instruments financiers de l'action climat, selon elle. En effet, elle affirme que le Sénégal a fait des progrès en matière de politique climatique, comme en témoigne sa contribution déterminée au niveau national, qui contient les engagements d'atténuation et indique les priorités pour l'adaptation.

Elle se félicite que la Banque mondiale soit un partenaire du Sénégal dans l'action climat. "Notre action s'inscrit dans le cadre d'un soutien fort, à travers de près de 30 projets en cours, dont plus de 20 projets nationaux, pour des engagements de plus de l'ordre de 3 milliards de dollars. Ces projets soutiennent le Sénégal dans son action pour le développement durable et la réduction de la pauvreté, que ce soit dans le domaine des pêches, de l'agriculture, de la protection sociale ou de l'assainissement. Dans ce portefeuille, la prise en compte de la problématique des changements climatiques est de plus en plus forte", souligne-t-elle.

Des besoins financiers estimés à 13 milliards de dollars US, sur la période 2020-2030

D'ailleurs, les mesures contenues dans la Contribution déterminée au niveau national (CDN), renseigne-t-elle, ont le potentiel d'accélérer le développement, mais nécessiteront la mobilisation de ressources importantes. "La CDN du Sénégal estime les besoins financiers à 13 milliards de dollars US, sur la période 2020-2030, soit plus du double des flux d'aide publique au développement (APD) liés au climat ces dernières années. Mobiliser des financements à grande échelle pour mettre en œuvre la CDN du Sénégal nécessitera donc des efforts considérables. Le Sénégal a de l'expérience dans l'accès aux fonds climatiques et aux marchés du carbone. Il a enregistré et effectivement mis en œuvre le plus grand nombre de projets du Mécanisme de développement propre en Afrique de l'Ouest et a déjà conclu des accords bilatéraux avec la Suisse et le Japon pour l'échange international de réductions d'émissions en vertu des dispositions de l'article 6. En parallèle, le Sénégal a commencé à travailler sur la conception d'une taxe carbone nationale. La participation du Sénégal au Partenariat pour la mise en œuvre du marché part donc sur d'excellentes bases. Elle va pouvoir capitaliser sur cette vaste expérience pour élaborer une feuille de route pour le déploiement d'une taxe sur le carbone, ainsi que le cadre et l'infrastructure qui permettront au Sénégal de participer aux marchés internationaux du carbone", renseigne Maria Sarraf Pardon.

Au niveau global, ajoute-t-elle, la Banque mondiale a continuellement renforcé ses efforts pour l'adaptation et l'atténuation, ces dernières années, et continue de le faire. En atteste la publication de son plan d'action 2021-2025 sur le changement climatique. "La Banque mondiale est déjà la principale source multilatérale de financements climatiques pour les pays en développement. Dans le cadre de son plan d'action, le groupe de la Banque mondiale s'engage à porter la part de ses financements pour le climat à 35 % en moyenne de la totalité de ses financements, entre 2021 et 2025. En outre, 50 % au moins de ses financements seront consacrés à l'adaptation. L'engagement d'un nouveau diagnostic, les CCDR (Country Climate Development Reports – Rapports sur le climat et développement). Sur ce point, ils ont commencé ces rapports, il y a deux ans et environ 25 publiés en ligne. Dans la région, le G5 Sahel a fait partie de la première cohorte et cette année, les rapports pour la Guinée-Bissau et la Côte d'Ivoire sont en finalisation et nous avons commencé les travaux pour le Sénégal. C'est la première fois que la Banque mondiale fusionne ses outils macroéconomiques et ses prévisions climatiques pour anticiper les impacts du changement climatique sur l'économie", renseigne-t-elle.

Toutes les opérations de la Banque mondiale (Bird et Ida) seront alignées, dès le 1er juillet 2023, et pour 100 % de leurs opérations - y compris le secteur privé - d'ici le 1er juillet 2025, ajoute la directrice de l'Environnement pour l'Afrique de l'Ouest à la Banque mondiale. "Dans ce contexte, nous amplifions le soutien aux pays pour accompagner la mise en œuvre et l'actualisation de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs stratégies à long terme, conformément à l'Accord de Paris. Tous ces points d'action amènent la Banque à envisager de réviser sa mission pour ne pas se concentrer uniquement sur la réduction de la pauvreté et la prospérité partagée, mais aussi pour inclure le changement climatique et d'autres défis mondiaux", explique-t-elle.

Dans le cadre du soutien au Sénégal, et pour la poursuite du travail au-delà de la CDN, souligne la directrice, la Banque mondiale a mobilisé des fonds fiduciaires pour soutenir l'opérationnalisation de certaines recommandations du CCDR, en termes de gestion des finances publiques et de Climate Budgeting. Et plus récemment, des fonds ont été mobilisés pour le Partenariat pour la mise en œuvre du marché carbone (dont les recommandations pourront aussi être reflétées dans le CCDR). ■

72 HEURES DE GRÈVE AU LYCÉE DE VÉLINGARA

Les élèves réclament la libération de leurs camarades

À Vélingara, les élèves du lycée Chérif Samsidine Aidara ne comptent pas s'arrêter en si bon chemin, tant que leurs camarades ne sont pas libérés. Pour preuve, après le mot d'ordre de grève de 48 heures de la semaine dernière, ils ont remis ça, ce lundi.

Les potaches réclament toujours la libération de leurs camarades arrêtés lors des dernières manifestations. Et pour se faire entendre, ils ont encore décrété 72 heures de grève. Ils ont ensuite improvisé une marche pacifique à travers les artères de la ville, avec comme point de chute la préfecture.

Sur place, ils ont remis leurs doléances au préfet du département de Vélingara, Saïd Dia. Des doléances qui tournent autour d'un seul point : la libération de leurs camarades arrêtés lors des dernières manifs.

Après avoir écouté religieusement les futurs cadres du pays, le chef de l'exécutif départemental leur a promis de tout faire pour que les élèves recouvrent la liberté. Les lycéens menacent de passer à la vitesse supérieure si leurs camarades ne sont pas libérés, le jeudi prochain. Le porte-parole des élèves, Boubacar Biro Ba, prévient : "Si la situation n'évolue pas d'ici jeudi prochain, nous allons décréter une grève à l'échelle départementale." ■

NFALY MANSALY (KOLDA)

SIMON KOUKA - RAPPEUR

“Mon problème avec la F24…”

Il est membre fondateur du mouvement Y en a marre qui est affilié aujourd’hui de la F24. Simon Kouka est témoin de l’histoire et a peur que la F24 commette les mêmes erreurs que celles du M23 en 2011-2012.



KHOUDIA DIENG (STAGIAIRE)

Que pensez-vous de la situation actuelle du pays ?

Je m’incline avant tout devant la mémoire de toutes ces personnes qui ont perdu la vie, en majorité des jeunes. Je prie pour le repos de leur âme et j’ai aussi une pensée pour leurs familles qui traversent des moments très difficiles. La situation du pays, malheureusement, on l’a vu venir. On a appelé un peu partout pour prévenir les gens sur la tension qu’il y a eu dans le pays, prévenir par rapport à toutes ces arrestations d’activistes, de journalistes, d’artistes rappeurs, etc. On a dit qu’il fallait faire baisser cette tension. Lors de notre dernière rencontre avec le président, avant la tenue du Show Taaru Galsen, on lui a fait part de notre ressenti par rapport à ce qui se passe dans ce pays. On lui a dit qu’il y a énormément de tension et qu'il faut libérer ces gens qui, sur Facebook, ont fait des posts et ont été arrêtés. Il fallait dégonfler cette tension. C’est la raison pour laquelle à l’époque, on lui avait parlé de Karim Xrum Xax, de Pape Alé Niang, de Cheikh Oumar Diagne, de Papito Kara, de Pape Ndiaye Walf, d’Amy Dia, de Fadilou Keita, de toutes ces personnes qui sont retenues dans les geôles pour une pensée politique qu’ils avaient émise. Certains ont été relâchés et quelque temps après, on en a arrêté d’autres comme Nitdoff, Hannibal Djim. Cheikh Oumar Diagne est retourné en prison tout comme Karim Xrum Xax. Cela a participé à exacerber la situation. Cette jeunesse est à bout. Ils ne savent plus où donner de la tête.

En plus de tout cela, il y a cette incertitude autour d’une troisième candidature. La tension couvait et l’on savait que tôt ou tard, les choses dégénéreraient. Malheureusement, c’est ce qu’on a vu aujourd’hui avec une vingtaine de morts qui aurait pu être évitée. Pour moi, la seule et unique personne qui peut aider à apaiser la tension est le président Macky Sall. Il est le président des gens de l’opposition, des jeunes de la rue, des femmes, de ceux qui sont en prison. C’est la personne qui peut mettre balle à terre. Il peut commencer par lever ce doute sur sa troisième candidature. Ce dialogue doit être sincère.

Par conséquent, on ne devrait pas hésiter à aller vers ceux qui refusent de se mettre autour de la table. Car ce sont les fils de ce pays qui sont en train de perdre la vie, de saccager. Je suis actuellement à Paris, à l’Unesco, pour les besoins de la Semaine africaine et je rencontre beaucoup d’Africains qui me disent tous que le Sénégal est une vitrine pour l’Afrique et de faire en sorte que la paix revienne. Ce pays est connu pour sa stabilité.

On ne peut avoir qu'une vingtaine de morts et que le président reste aphone. Quand il y a eu l’affaire “Charlie Hebdo”, le président s’est déplacé jusqu’en France pour la mémoire des personnes qui ont perdu la vie lors des fusillades. Il pourrait parler pour au moins ces familles de victimes.

Pensez-vous que le combat actuel mené peut être comparé à celui mené en 2011 par Y en a marre, sachant que votre combat fut de principe. Or, aujourd’hui, on a l’impression que c’est plutôt personnel ?

Il y a énormément de différences, mais il y a des similitudes aussi. Aujourd’hui, il y a une confiscation des libertés. En 2012, il faut reconnaître que le président Abdoulaye Wade était démocrate. Il laissait les gens marcher, exprimer leurs opinions. Mais aujourd’hui, juste pour une opinion sur Facebook, on peut se faire arrêter. Même pour cette interview que je fais avec vous, à mon retour au Sénégal, je peux me faire arrêter. Ce n’était pas le cas en 2012. On n’exilait pas des opposants à l’image de ce qui est arrivé à Karim Wade. On n’emprisonnait pas des hommes comme Khalifa Sall pour l’empêcher à se présenter à la Présidentielle. On ne fomentait pas des complots pour ensuite venir dire qu’il n’y avait pas de viol, mais qu’il y a eu une corruption de la jeunesse. Leur nouvelle façon de faire est assez sale. Mais on a l’impression que c’est un film qui revient sur pourquoi à chaque élection on doit parler de troisième mandat, se demander s’il va le faire ou pas. Le président maintient le suspense en ne disant ni oui ni non. Ce n’est pas le discours que le président Wade avait en 2012. Le discours était que Wade n’avait pas droit à un troisième mandat. Lui non plus, n’a pas ce droit. Ça n'avait pas lieu d’être avec ce référendum. Donc, il y a une très grande différence. La plupart des gens qui descendent dans la rue le font parce qu’ils en ont ras le bol des confiscations de libertés, des arrestations de politiques. Les gens qui descendent dans la rue sont des partisans de leaders politiques qui ne sont pas d’accord avec la manière dont leur leader politique est traité. Ils l’expriment ; bien ou mal est un autre débat.

En 2012, il n’y avait pas cette confiscation de libertés, ni d’arrestations d’opposants. Il y avait de la violence, mais pas au niveau noté actuellement. En 2012, on parlait d’une dizaine de morts, mais aujourd’hui c’est une vingtaine de morts et ce n’est pas encore fini. Donc, il faut mettre un frein à tout cela. Comme je l’ai dit à l’entame de mes propos, la seule personne qui peut mettre un terme à tout ça, c’est le président Macky Sall.

Aujourd’hui, il y a beaucoup d’appels à la paix. Y en a marre s’inscrit-il dans cette dynamique ?

Il y a beaucoup d'appels à la paix, mais l’ennemi de la paix, c’est l’injustice. On ne peut pas prendre un peuple et lui parler n’importe comment. Regardez comment nos ministres, sur les plateaux télé, avec l’arrogance et l’assurance avec laquelle ils parlent… Tout ça, beaucoup de jeunes le voient comme un manque de respect et cela engendre de la violence. On est tous d’accord pour un appel à la paix, mais il faut aussi de la justice. Quoi qu’on dise actuellement au Sénégal, on est en train de vivre énormément d’injustice. C’est la raison pour laquelle il faut mettre un frein à tout cela. On veut tous la paix et pour beaucoup d’entre nous qui avons fait des pays de la sous-région, on sait que cette situation n’arrange personne. Cela porte un coup à l’économie et à la croissance. Aujourd’hui, la scolarité de nos enfants, de nos petits frères est en danger. On est en train de vivre ce qu’on vivait en 1988. L’économie ne marche pas et les jeunes ne travaillent pas. On a bloqué le pays pour de la politique. Il faut montrer qu’on veut la paix et il faut que l’État donne ce signal en autorisant les candidatures de Khalifa Sall, de Karim Wade, d’Ousmane Sonko, etc., dire qu’il ne briguera pas un troisième mandat. Macky Sall peut rentrer dans l’histoire en faisant cela. Si on veut la paix, il faut vraiment coordonner certaines actions et faire montre de bonne foi.

La F24 a appelé à des manifestations vendredi et samedi. Qu'en pensez-vous ?

Par principe, puisque le mouvement Y en a marre participe et est partie prenante de la F24 et son coordinateur assure la coordination de ce mouvement, on soutient cet appel, d’autant plus que c’est une manifestation pacifique. Il n’empêche, j’ai un problème avec la F24.

J’ai l’impression que c’est un M23 bis. J’ai l’impression que les politiques sont encore là pour la forme. Il y a la société civile, des mouvements citoyens, des associations au sein de la F24. Il faut que tout le monde se batte. Il ne faut pas juste être là pour marquer sa présence en espérant avoir des postes après les élections. C’est qui me dérange avec cette F24. Comment l’un des coordinateurs de F24 puisse être arrêté, on fait une conférence de presse pour sa libération et on n’a pas vu un seul leader de parti politique y prendre part. Comment peut-on appeler ça ? C’est-à-dire que chacun prêche pour sa chapelle politique, ses intérêts. Ce n’est pas normal. C’est mon problème aujourd’hui avec la F24.

Pour moi, il faudrait que tous les leaders politiques signent une charte, fassent des déclarations pour que l’on puisse avoir des archives. Sur la charte, on pourrait mettre par exemple qu’il ne sera plus autorisé de tirer des balles réelles sur des manifestants. Les politiques qui l’acceptent s’engageront à appliquer la réforme institutionnelle dès son élection. Il y a des manifestations un peu partout dans le monde, mais on voit rarement des gens tirer à balles réelles sur des manifestants dans les pays démocratiquement avancés. Ils ne sont pas plus intelligents et civilisés que nous. Il faut que ces dirigeants politiques qui veulent être élus nous assurent de respecter au moins les conclusions des assises nationales, les réformes institutionnelles du professeur Amadou Moctar Mbow. On ne veut pas commettre les mêmes erreurs qu’avec le M23 qui, aujourd’hui, a amené le président Macky Sall au pouvoir et le voir faire ce qu’il fait.

Cette conférence de presse sans les leaders politiques m’a choqué. C’est une honte. On a l’impression qu’ils sont là pour amener du monde, d’être avec la société civile comme en 2012. J’appelle malgré tout à participer à la manifestation. Ce n’est pas normal ce qui se passe actuellement au Sénégal, il faut que l’État sache que le pouvoir, c’est le peuple et il faut que ce peuple, à travers ces manifestations, montre sa force. ■

Corruption de la Jeunesse, corruption du Droit



Maître François Serres

Difficile comme juriste, avocat, au passage de l'Université Cheikh Anta Diop, qui doit pleurer à chaude larmes, sur cette corniche, entre deux pavés de mémoire, de ne pas être, et aussi comme citoyen du monde, interpelé par une décision rendue au Palais de Justice de Dakar ce 1er juin 2023 ; et d'abord, c'est bien notre rôle de commenter une décision judiciaire, d'en analyser la teneur, d'en évaluer les motivations et les conséquences.

Mais Honneur tout d'abord à la jeunesse sénégalaise, à son courage, sa détermination, sa fidélité, ses principes et valeurs et respect, respect, respect pour ses morts ; un exemple pour ses élites et intellectuels ; combien d'enfants encore sacrifiés ? Ainsi donc, cette jeunesse serait-elle assez folle pour choisir de mourir sachant avoir été corrompue ?

Exit le viol ; exit les menaces de mort ; exit un dossier porté sur la place publique depuis deux années dont les éléments matériels et intentionnels d'incrimination ont fait défaut au point de troubler et le procureur et la juridiction saisie ; pourtant, c'était bien là le cœur de la bataille menée ; quel homme pourrait donc et violer et présider aux destinées d'un pays ?

Exit toute contrainte ; exit l'honneur d'une femme blessée, violentée, abandonnée ce premier juin, sur l'échiquier de cette bataille par ceux-là même dont elle était le porte-voix.

Mais voici donc sortie de nulle part cette infraction de corruption de la jeunesse qui porte en elle de facto une défaite en rase campagne des fondements juridiques et judiciaires mêmes de l'action menée contre Ousmane Sonko.

Et, il y ici comme une sorte de double peine pour l'accusation.

D'abord, parce que, comme cela a été indiqué, nul ne peut être jugé et condamné pour des faits pour lesquels il n'a pas été poursuivi.

A cet égard, l'article 9 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques impose que "tout individu arrêté sera informé, au moment de son arrestation, des raisons de cette arrestation et recevra notification, dans le plus court délai, de toute accusation portée contre lui".

Au Sénégal, le Code de procédure pénale impose également au juge d'instruction de faire connaître expressément à l'accusé chacun des faits qui lui sont imputés.

Le tribunal a ainsi jugé de faits dont il n'était pas saisi et sur lesquels l'accusé ne s'était jamais expliqué.

Double peine, car cette accusation ne peut que mettre ô combien en évidence les objectifs, parfaitement ressentis par la population au Sénégal, de l'action judiciaire menée et son but politique à caractère éliminatoire.

Une double réflexion peut ainsi être menée du fait du contenu même de la décision rendue ; juridique d'abord, mais politique et d'ordre sociétal aussi car elle interpelle la mission de la fonction judiciaire dans une société.

Au plan juridique, que disent les textes : "sera puni aux peines prévues au présent article, quiconque aura attenté aux mœurs en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe au-dessous de l'âge de vingt et un ans, ou, même occasionnellement, des mineurs de seize ans" (article 324 du Code pénal).

Une analyse précise des éléments d'incrimination de cette infraction et de son application dans l'affaire Sonko est de nature à engendrer une profonde violence dans l'interprétation des règles de droit au point de corrompre ce dernier.

Une atteinte aux mœurs nécessite à tout le moins l'existence d'un acte dont la publicité vient affecter la morale ; en l'espèce, l'accusé est loin d'avoir assuré la publicité des faits dont il était accusé ; bien au contraire ; la responsabilité en revient à ceux qui ont favorisé cette poursuite judiciaire ; peut-on exciter, favoriser, faciliter la débauche en se rendant dans un salon de massage, lieu privé par excellence, toléré par l'Etat, et dans lequel peut se rendre toute personne physique quel que soit son rang, grade ou qualité, et aussi élevés soient-ils.

Conviendrait-il de fermer ces lieux pour les transformer en écoles de la République ? Nul reproche n'est fait à l'accusé d'assurer la promotion publique de ces lieux. Mademoiselle Sarr n'était en rien contrainte de s'y rendre, y accomplir les actes requis par l'objet social du salon et que personne, à défaut de viol, ne vient critiquer, puisqu'elle est même partie civile dans ce procès.

Ce qui se produit ensuite dans une pièce réservée, sans autre témoin que l'accusé et cette jeune femme n'est connu que d'eux.

L'accusé a -t-il dans cet espace privé abusé de la faiblesse de celle-ci, a -t-il détourné celle-ci, profité de sa jeunesse ; qui oserait le soutenir sérieusement ? Il n'y aurait eu à tout le moins qu'un accord, contesté par l'accusé, mais aussi par la plaignante, qui affirmait qu'il y avait eu viol, pour des relations d'un autre type. Cela pourrait prêter à sourire si l'heure n'était pas si grave.

Le texte évoque aussi, sans que cela puisse en modifier notre analyse l'infraction de corruption ; de quoi s'agit-il d'avoir corrompu la moralité de Mademoiselle Sarr, d'avoir corrompu sa jeunesse, voire d'avoir rémunéré, puisque cela peut être suggéré par la notion de corruption, l'acte litigieux, contesté d'ailleurs par l'accusé, consenti, agréé par la plaignante. En cela, nous sommes très loin de l'attentat public aux bonnes mœurs, mais sans aucun doute face à quelques pratiques d'ordre privé communément exécutées par nombre de personnalités.

Faudrait-il poursuivre celui qui détourne des deniers publics pour offrir à une jeune femme de moins de 21 ans avec qui il entretient des relations une voiture luxueuse pour corruption de la jeunesse ?

Le terme de corruption mérite un examen attentif : quand il y a corruption, il y a un acteur actif et un acteur passif ; cet acteur passif ne saurait être une victime ; il n'est pas ici question d'un acte qui de la part de son auteur serait contraire aux principes de sa charge (comme ce peut être le cas pour un fonctionnaire corrompu) ; nous sommes en présence d'un accord entre deux personnes, si l'on en croit l'accusation, d'un acte agréé par la prétendue victime.

Nous serions là sur le terrain d'une morale qui viendrait s'insinuer dans les plus profonds recoins de l'intimité de la vie privée, et donc en parfaite contradiction avec le texte. Car l'accusé n'a en rien agi publiquement ou contre le gré de l'accusé ; l'acquittement pour viol en témoigne. Dans une telle hypothèse, chacun savait ce qu'il faisait ; on ne peut corrompre quelqu'un à l'insu de son plein gré selon la formule consacrée.

Enfin, le plus étonnant, est sans doute le reproche fait à la gérante du salon de l'infraction de proxénétisme, qui induit de facto un type de qualification pour les jeunes femmes qui exercent dans ledit salon. Or, ce n'est que le proxénète qui est poursuivi par les dispositions afférentes du Code pénal, mais ni la prostituée ni son client. En d'autres termes, leurs relations ne sont pas susceptibles d'incrimination pénale.

Le déficit d'incrimination des faits supposés intervenus, ne peut à l'aune de la condamnation, que caractériser une violation majeure, celle du principe de légalité à raison de l'absence de clarté, de prévisibilité de cette infraction de corruption de la jeunesse, dont les éléments matériels et intentionnels sont pour le moins imprécis. La jeunesse sénégalaise dans la rue ne s'y est pas trompé.

A défaut de base légale, c'est la fonction judiciaire même qui s'efface, dans son indépendance, son autorité, sa légitimité pour générer confusion, et bruits assourdissants d'une jeunesse désemparée.

Aussi, et c'est là le paradoxe de cette incrimination de corruption de la jeunesse, celui d'avoir provoqué une prise de parole de la jeunesse, d'avoir voulu exprimer, justifier, hurler la corruption qui l'affecte dans son désarroi, sa pauvreté, sa désespérance d'avenir, dire ses voyages corrompus qui l'emmène loin de ses terres, loin de ses sources de vies, périr en méditerranée.

Quel était l'acte d'accusation porté contre Socrate ? Celui notamment de corrompre la jeunesse et de l'inciter à ne plus croire aux dieux de la cité. Il sera pour cela condamné à mort ; mort physique et pas seulement civile. Socrate a été dit éligible à une peine sans retour.

Est-ce un hasard, si lorsque l'on recherche dans Google la notion de corruption de la jeunesse, apparaît une fois sur deux le thème de la lutte de la jeunesse contre la corruption.

C'est donc bien cela qui est en cause dans l'infraction faussement reprochée et que la jeunesse sénégalaise réinterprète à son tour, celle de la liberté de pensée, de la pensée critique, d'une autre vision sociétale, d'une autre gestion de la cité ; de ce point de vue, il y a une forme d'écho entre le discours porté par Socrate et celui d'Ousmane Sonko.

Le dérèglement de la fonction judiciaire ouvre ainsi, et de façon parfois violente, la voie directement aux affrontements politiques qu'elle est censée réguler.

Et derrière, ce que certains appellent résistance à l'oppression ou désobéissance, il n'y a de fait que la recherche d'un autre avenir, la volonté de ne plus quitter sa terre pour des paradis artificiels en Europe ou ailleurs, de vivre ensemble au pays, de partager, de redistribuer les ressources, de voir autrement la cité.

Poursuit-on Felwine Sarr pour corruption de la jeunesse à l'occasion de ses discours aux Nations Africaines ? Et ses "traces" publiées en 2021 sont-elles si différentes de celles proposées par ce débat politique qui court les rues du Pays ?

"Nous ne devons plus accepter d'être ce champ du monde que l'on dévaste, cette mine que l'on exploite et laisse exsangue…il s'agit pour nous de ne plus collaborer à notre propre asservissement, …nous dresser contre lui" … "Haïti, là où la négritude se mit debout et cru en son humanité". "Le Continent sut qu'il devait ouvrir un temps nouveau…la première puissance qu'il devait recouvrer était celle de se soustraire de la volonté des autres. Cela s'appelait la liberté…Il lui fallait ouvrir un nouvel espace…pour cela, il avait besoin de sa jeunesse, le cœur de sa vitalité".

Il est plus que temps de "subordonner la fonction de juger au seul droit" comme le rappelait le Juge Keba Mbaye dans sa leçon inaugurale, d'effacer, toute trace de violation du droit, que la victime de ces violations, comme le souligne la jurisprudence de la Cour de la CEDEAO, soit complètement rétablie dans ses droits, dans l'état où les choses étaient auparavant et en définitive de laisser la jeunesse décider de ce qui est corrompu et de ce qui ne l'est pas.

Portez-vous bien ; soyez, restez vivants ! ■

MAÎTRE FRANÇOIS SERRES
Avocat Barreau de Paris

Une chance (non cachée) à la vérité scientifique





Le 04 juin 2023, tard le soir, j'envoie au Professeur Penda Mbow un court message dont voici la teneur : "Auriez-vous dit que ce qui se passe sous nos yeux est une révolution ? Peu importe ! J'attends celle que vous dirigez vous-même pour me déterminer."

L'historienne, très peu volubile dans les réseaux sociaux, me répond immédiatement : "Oui, c'est ce que j'ai dit.

Des révolutions, je les mène depuis toujours sous différentes formes : le set setal, la lutte contre les castes (lisez mon article sur le Net) - ma lutte a fait avancer des choses dans ce domaine -, le Mouvement citoyen, les forums de quartiers, les Assises nationales, l'interprétation féministe de l'islam…

Chez moi, la révolution est pacifique. Tandis que ce qu'on vit est violent et peut mener à une situation inédite si on ne trouve pas de solution. Je ne parle pas en l'air. On en reparlera dans quelques semaines.

Je te donne le lien et tu pourras m'écouter en toute quiétude."

A cela je réagis immédiatement : ""Je ne parle pas en l'air". C'est bien ce que je me disais. Je vais suivre le lien pour vous écouter attentivement. Merci de votre réactivité."

A travers l'élément dont elle m'indiqua le lien, Penda Mbow ne me donna aucune chance de différer le dialogue. Me revoici : "J'ai écouté et bien écouté jusqu'à la fin sur "l'enfant unique" en Chine. Vous avez été on ne peut plus claire. Deux éléments essentiels :

- Vous parlez d'une révolution sans équivoque. Le mot est revenu plusieurs fois. Le doute n'est plus permis ;

- L'état des lieux exemplaire de la société sénégalaise est un élément clé pour l'investissement massif dont tous les secteurs sociaux ont besoin tous en même temps…

Questions :

- Qui sont les révolutionnaires de la révolution dont vous faites état avec force ? Les révolutionnaires indiquent une direction à prendre en cas de succès ;

- Pensez-vous que les attaques contre nos universités soient des actes révolutionnaires qui ont, eux, pour vocation de promouvoir l'émancipation à travers l'accès aux connaissances dont les universités sont les véritables creusets ?

- Ne serions-nous pas plus fondés de parler de révolte dont la perspective de l'élection présidentielle est le déclencheur ?

L'invocation d'une révolte est d'autant plus convaincante que vous préconisez des mesures intelligentes susceptibles de convaincre les jeunes - parmi eux de nombreux enfants - à retourner à la maison avec l'espoir d'un mieux-être à court et moyen terme. En même temps, les infiltrations par des éléments étrangers à la solde de l'opposition dite radicale sont traitées avec toute la rigueur que cela demande. Dieu vous garde en très bonne santé. Nuit paisible."

Ma brillantissime interlocutrice ne pouvait se résoudre à me souhaiter une nuit paisible sans répondre à chaud à mes questions :

"Abdoul Aziz, Cela fait très longtemps que ma réflexion transcende le jeu politique. Il faut bien suivre mes différentes sorties. Il y a beaucoup de choses sur YouTube.

La société bâtie sur le modèle islamo-wolof avec des élites assimilées formées à l'école française est à son terme. Elle ne peut plus fonctionner. Les cadres créés pour contenir cette société, explosent et ne sont plus opératoires. Ce que nous vivons dépasse la révolte. L'ampleur de la violence, le caractère synchronisé, les atteintes contre les symboles de l'Etat, les lieux de savoirs, de mémoire sont les résultats d'un long processus. On rejette l'ordre établi !

Les cadets de famille confrérique contestent de plus en plus la hiérarchie. Touba en est un exemple et est très politisé. On pourra revenir sur les causes.

Après, il y a les contingences, les sujets que vous évoquez comme la manipulation, et les infiltrations. Là, je n'ai aucune compétence pour déterminer cela.

Par contre les tendances lourdes d'une société écartelée, je peux me prononcer.

Nous devons impérativement réorienter nos priorités, revoir les rapports de l'Etat avec les différents segments de la société, aller résolument vers un système d'individuation...

J'ai beaucoup de choses à dire mais on pourra continuer le débat.

A demain Inch Alla."

Que dire d'autre sinon "Bonne nuit". Mais non sans tenter quelque chose pour voir ce que cela donne : "*Individuation*. Un vrai sujet !

À demain.

In Shaa Allah."

La nuit fut longue. Le lendemain matin, je provoque à nouveau la discussion en le poursuivant :

"Professeur,

Personne au Sénégal et à l'étranger ne met en doute la profondeur de votre pensée du fait de votre largeur de vue et de votre hauteur d'esprit. Le fait est que votre production est sous-exploitée dans un pays où en chacun de nous on ne voit qu'un client dont l'étoffe et la générosité ne sont presque jamais prises en compte, le médiocre se prévalant d'une malléabilité qui ouvre les portes qui se referment sitôt derrière lui.

Impossible de ne pas retourner à la source politique - une parmi plusieurs autres - du mal sous nos yeux qui fait que nous échangeons pour savoir ce qui nous arrive vraiment. Le "modèle islamo-ouolof" a-t-il jamais existé ? Que reste-t-il du "ouolofocentrisme" depuis que la forme républicaine de l'État a fait succéder au pouvoir un Senghor, un Diouf, un Wade puis un Sall de "culture sérère" comme aime le rappeler celui à qui on prête une mansuétude orientée pendant les castings gouvernementaux ? Quid du ouolof tout court ? Il semble avoir vécu aussi dès lors que parler ouolof, juste pour être compris, cesse d'être une perte d'identité tant que l'État ne touche pas à la diversité dont le métissage est l'ultime facteur de régulation. Le ouolof (discret) unifie là où le tout ouolof (officiel) fragmente.

Que reste-t-il au "modèle islamo-ouolof" si ce n'est l'islam dont le texte fédérateur - le Coran - est d'une extrême sévérité pour tout profane qui pense pouvoir en user pour dominer la femme dans tous les rapports sociaux où les hommes et les femmes sont ensemble pour 36 raisons.

Cet état de fait montre les limites de "l'interprétation féministe de l'islam" dont vous avez parlé au tout début de notre échange. Le Coran reconnaît au "courage moral" d'un époux un statut égal à celui de son "courage physique" en cas d'impérieuse nécessité. Le détour est capital :

ِهيف ُهّللا لَعَجَيَو أَيْئَش اوُهَرْكَت نْأَ ىَسَعَف أَريِثَك أَريْخَ

"Si vous avez de l'aversion envers [vos femmes] (…), il se peut que vous ayez de l'aversion pour une chose où Allah a déposé un grand bien." (4:19).

Ce que les activistes et les médias disent être des "violences faites aux femmes" est révélateur d'un manque de "courage moral" d'un époux qui attend que sa conjointe fasse le premier geste pour le retour à la normale dans une vie de couple momentanément tendue. Au conjoint le premier geste, moralement courageux, qui élève plutôt que d'affaisser. L'obsolescence du désir de dominer promeut l'égalité homme-femme dans une relation où le "grand bien" est du côté du sexe dit faible. Plus qu'un honneur fait aux femmes : un rappel à l'ordre fait aux hommes.

Professeur Penda,

Je n'ai pas de problème avec "l'ampleur de la violence, le caractère synchronisé, les atteintes contre les symboles de l'Etat" pour dire après vous que "ce que nous vivons dépasse la révolte" orientée contre "l'ordre établi". Quant aux attaques ciblées des "lieux de savoir, de mémoire", elles sont, ailleurs en Afrique de l'Ouest - au Mali spécifiquement - de type djihadiste. Les motivations réelles des auteurs d'attaques de "lieux de savoir" brouillent les pistes qui mènent aux révolutionnaires - pas aux signataires, tous membres de PASTEF, d'un tract électoraliste - d'une révolution digne de ce nom. Partant de là, "les contingences, la manipulation et les infiltrations" méritent une attention particulière.

"Nous devons impérativement, écrivez-vous, réorienter nos priorités, revoir les rapports de l'Etat avec les différents segments de la société, aller résolument vers un système d'individuation..." Vous avez raison Professeur. J'ai néanmoins une idée sur l'individuation - fait d'exister en tant qu'individu différent au sein d'un groupe - que j'exprimerais mieux après la vôtre.

Penda : "Merci Aziz pour ce texte fort intéressant. Je suis en voyage et suis très bouleversée en ce moment par tous ces jeunes qui périssent. Je reprendrai le débat."

Abdoul Aziz : "Excellent voyage… Excellent séjour à l'étranger. Excellent retour chez vous au Sénégal, le pays que vous chérissez tant et pour lequel vous vous battez comme personne d'autre ou presque."

À suivre. ■

PROFESSEUR PENDA MBOW
ABDOUL AZIZ DIOP

Le billet vert perd son trône

L'hégémonie du dollars américain dans le commerce international et les circuits financiers et bancaires internationaux s'étiole, avec la Chine et la Russie la position privilégiée du billet verts est de plus en plus remise en question par la montée en puissance des pays du BRICS dont La Chine, qui possède la deuxième plus grande économie mondiale et à réussi à faire de sa monnaie le yuan une alternative aux transactions commerciales internationales surtout avec ses partenaires asiatiques et africains.

Le vent de La dé-dollarisation s'accélère avec la guerre en Ukraine et le changement de l'épicentre de l'économie mondiale avec la montée en puissance de la Chine et de pays du Golf et bien sûr le recul de l'Amérique du nord et de l'Europe de l'ouest.

Le dollar US domine toutes les composantes de la finance mondiale. Près de 60 % des réserves de change des banques centrales à travers le monde, principalement des fonds réservés pour les temps difficiles, sont investies dans des actifs libellés en dollar. Tous les contrats sur produits de base, y compris sur le pétrole et les matières premières, font l'objet d'une facturation et d'un règlement en dollars. Le dollar sert à libeller et à régler une majorité des transactions financières internationales, et il est absolument convertible contre toute autre monnaie existant sur la planète. Le dollar confère ainsi à la 1ere économie du monde qui pèse 30% du PIB mondial un poids et une influence inouïe dans l'histoire moderne. Malheureusement avec son endettement sans limites et son usage excessif de la planche à billets, le pays de l'Oncle Sam en jouit souvent sans égard par rapport aux préoccupations du reste du monde.

Et aujourd'hui l'Afrique en souffre avec les taux d'intérêt américains qui ont incité les investisseurs à délaisser notre continent au profit des obligations du Trésor américain, à la fois plus sûres et plus rentables. La plupart des monnaies en Afrique surtout celles du Nigeria et Ghana ont perdu de leur valeur par rapport au dollar, ce qui accentue les pressions inflationnistes sur le continent dans un contexte de flambée des prix à l'importation. Conjuguée à un ralentissement de la croissance, cette situation place nos Etats face à un arbitrage difficile entre la lutte contre l'inflation et l'option de redressement économique de nos pays dans un contexte post – covid très fragile pour les pays du continent.

A cette quadrature du cercle, vient s'ajouter la dette du continent qui explose avec les taux d'intérêts qui s'alignent sur ceux du marché obligataire américain.

Environ 40 % de la dette publique est externe en Afrique subsaharienne et plus de 60 % de cette dette est libellée en dollars pour nos pays surexposés au billet vert . Depuis le début de la pandémie, les dépréciations du taux de change ont fait croître la dette publique des pays de la région d'environ 10 points de pourcentage du PIB en moyenne à fin 2022, à conditions égales par ailleurs. La croissance et l'inflation (qui réduit la valeur réelle des dettes existantes) ont permis de contenir l'augmentation de la dette publique à environ 6 % du PIB au cours de la même période. Dans l'hypothèse des chocs extérieurs qui persistent, les pays dont les taux de change ne sont pas arrimés (fixés) - comme la zone franc- à une monnaie n'ont guère d'autre choix que de laisser le taux de change s'ajuster et de resserrer ainsi la politique monétaire pour juguler l'inflation. Le risque est d'affamer et d'appauvrir les populations d'où l'instabilité politique partout en Afrique.

Aujourd'hui la perspective de la perte de terrain du dollars US nous donne l'occasion de repenser les alternatives dont les crypto- monnaies pour peu que nos banques centrales osent sortir des schémas et logiciels coloniaux et occidentaux. Une monnaie unique en Afrique pour la zlecaf serait la panacée.

Aussi évitons avec l'influence sino-asiatique qu'une dominance du billet vert évanescent ne soit remplacée par un yuan chinois qui avance déjà ses pions sur le continent. Évitons donc le piège chinois après la trappe du billet vert US.

Et si les DTS du FMI ne s'exprimaient pas en dollars US mais en yuan, renminbi et naira ? ■

MOUSTAPHA DIAKHATE
Ex Cons. Spécial Pm
Cons. Et Expert Infrastructure

Cette vérité qu'on cherche à enfouir dans "la plus secrète mémoire des hommes"


Dr Yoro Dia

"Quand la mémoire va chercher du bois mort, elle ramène le fagot qui lui plait" disait Birago Diop dans sa grande sagesse. La mémoire de Boubacar Boris Diop, Felwine Sarr et de Mbougar Sarr est partie chercher du bois mort et elle a apporté le fagot qui lui plait.

Cette volonté de choisir le fagot qui plait est la plus grande faiblesse intellectuelle de leur texte commun malgré l'immense qualité intellectuelle des auteurs. Mais pris individuellement, ils confirment ainsi Max Weber qui disait : "Les associations de savants dès qu'elles discutent de la paix et de guerre, sont des associations politiques non scientifiques" parce que "prenant une position politique, on cesse d'être savant" car on n'est plus dans la "neutralité axiologique" qui faut-il le rappeler doit être consubstantielle à la démarche de l'intellectuel ou du savant. Cette neutralité axiologique qui est le meilleur rempart contre le manichéisme. Sur les questions humaines, les questions sociales, la nuance et le relativisme sont des principes fondamentaux. On ne le trouve nulle part dans le texte. Ce texte contrairement au "J'accuse" de Zola qui a été comme un "craquement d'une allumette dans une nuit noire" pour parler comme Mbougar, sera comme les traces d'un chameau dans une tempête de sable. Un texte écrit rapidement pour être dans l'air du temps est par nature éphémère comme le buzz. C'est pourquoi le texte de Boris, Felwine et Mbougar est un texte éminemment politique pour ne pas dire fondamentalement partisan. Tellement partisan que la mémoire choisit le fagot des conséquences (situation actuelle) et refoule le fagot des causes (un projet insurrectionnel).

Il est étonnant qu'on cherche à enfouir dans "la plus secrète mémoire des hommes" les appels permanents à l'insurrection de Sonko qui menace le Président de la République de mort, appelle les jeunes à aller le déloger au Palais sans oublier les menaces et les insultes contre les magistrats et les généraux. Celui qui "sème les graines de la discorde et de la violence", comme vous dites, est celui qui appelle au meurtre du Chef de l'Etat, demande aux jeunes d'aller le déloger, terrorise les magistrats et qui corrompt les jeunes et les adolescents en les fanatisant pour en faire des boucliers humains pour se soustraire à la justice dans des affaires strictement privées et qui traite son accusatrice de guenon atteinte d'AVC. Et c'est ce Monsieur qui a "la violence et la peur comme méthode". Vous faites un transfert purement freudien en écrivant "la première des compromissions consiste à ne pas nommer ce qui est, à l'esquiver, à l'euphémiser, à le diluer par des tours de passe-passe sémantiques ou tout bonnement à travestir la réalité". C'est exactement ce que vous faites quand votre mémoire choisit le fagot qui lui plait et esthétise la violence prônée ouvertement par Pastef au lieu de la condamner.

Avec votre tribune, vous vouliez être dans le rôle de l'intellectuel tapageur comme Zola dans l'affaire Dreyfus. Il y a, cependant, une grande différence éthique entre Zola et vous. Zola avait choisi le camp du plus faible et vous, celui du fort, du puissant qui a profité de la double fragilité psychologique et sociale d'une orpheline. Elle, aussi, fait partie des "populations déjà précaires et laissées à elles-mêmes aux prises avec les problèmes élémentaires du quotidien le plus rude" que vous décrivez. Ce quotidien rude qui a dû l'amener à Sweet beauty, ce qui n'est pas le cas de son bourreau. C'est là où se trouve la grande différence éthique entre Zola et vous. Zola a été avocat d'une belle et grande cause. On ne saurait dire la même chose pour un homme politique accusé de viol dans un endroit sordide. Vous n'oseriez jamais défendre un tel homme aux Etats Unis ou en France. La situation actuelle exige que chacun prenne ses responsabilités, dites-vous.

L'Etat a pris les siennes pour que justice soit rendue en toute sérénité malgré les menaces et la terreur qui a fait désister certains juges. La justice, le seul service de l'Etat qui porte le nom d'une vertu, a tenu son rang en allant courageusement jusqu'au bout. Comme j'ai commencé avec Birago, terminons avec lui. Il est étonnant que votre mémoire ait ignoré le fagot de l'indignation face aux saccages des universités qui est par essence le lieu de la pensée et de la tolérance. Nommons les choses, les fagots de la mémoire de l'Humanité nous rappellent qu'en 1258, quand les Monghols sont entrés à Bagdad, la capitale de l'empire musulman, ils ont fait deux choses : l'incendie de la bibliothèque et une montagne de cranes. Les nazis feront la même chose avec les bibliothèques en jetant les livres au feu. On a une idée du projet quand on commence par saccager des universités et bruler des bibliothèques. Tout de même surprenant qu'un Goncourt, qu'un prix Neustadt ne s'en émeuvent pas. Comme je disais dans ma réponse aux 114, les intellectuels sont libres de faire la même erreur que Martin Heidegger face aux Nazis mais l'Etat du Sénégal n'a pas le droit de faire la même erreur que la République de Weimar pour la bonne et simple raison quand un intellectuel se trompe c'est juste une hypothèse qui n'a pas fonctionné mais pour un Etat, c'est une catastrophe incommensurable comme l'arrivée des nazis au pouvoir. On connait la suite. ■

DR YORO DIA
POLITOLOGUE

AFRIQUE/MONDE

SOUDAN

Bientôt deux mois de guerre au Soudan, où 1 800 personnes ont été tuées et 1,5 million déplacées

Le Croissant-Rouge soudanais a déclaré samedi que 180 corps non identifiés ont été enterrés. Humanitaires et volontaires disent éprouver des difficultés à récupérer les corps "en raison de contraintes de sécurité".


Des habitants inspectent leur maison détruite, dans le quartier Allamat de Khartoum

La guerre entre dans sa huitième semaine au Soudan, sous le feu de l'armée et des paramilitaires. Le bruit des combats a résonné samedi 3 juin dans la banlieue nord de la capitale Khartoum et une pluie d'obus s'est abattue sur le sud de la ville, faisant plusieurs blessés parmi les civils, ont rapporté des habitants à l'Agence France-Presse (AFP). L'armée, dirigée par le général Abdel Fattah Abdelrahman Al-Bourhane, a visé avec ses avions des positions des paramilitaires des Forces de soutien rapide (FSR) du général Mohammed Hamdan Daglo, qui ont répondu par des tirs de batterie antiaériennes, selon des habitants de la capitale.

Le Croissant-Rouge soudanais a déclaré dans un communiqué que 180 corps non identifiés ont été enterrés : 102 dans le sud de Khartoum et 78 au Darfour. Depuis le début de la guerre, le 15 avril, les humanitaires et les volontaires éprouvent, disent-ils, des difficultés à récupérer les corps "en raison de contraintes de sécurité".

Des pourparlers entre des émissaires des belligérants organisés en Arabie saoudite, à Djedda, avaient pourtant abouti à un engagement de principe pour "protéger les civils" et permettre aux humanitaires de "collecter, enregistrer et enterrer les morts en coordination avec les autorités compétentes". Mais l'armée s'est retirée mercredi de ces négociations et le lendemain les Etats-Unis et l'Arabie saoudite disaient les suspendre officiellement.

Bus bloqués

Parallèlement aux Américains et aux Saoudiens, l'Union africaine – qui a suspendu le Soudan en 2021 – et l'Autorité intergouvernementale pour le développement – le bloc régional d'Afrique de l'Est dont fait partie le pays – se sont dits prêts à mettre en œuvre une feuille de route pour le pays, l'un des plus pauvres au monde. Samedi, un émissaire du général Daglo a rencontré le président kényan, William Ruto, à Nairobi, a affirmé ce dernier sur Twitter.

Malgré l'annonce de sanctions américaines contre l'armée et les paramilitaires, les combats aux armes lourdes continuent, les pillages se poursuivent et le nombre de déplacés ne cesse d'augmenter. A Khartoum, les civils sont privés d'eau courante et confrontés à une pénurie de liquidités et des coupures de courant. Les chauffeurs des bus assurant la liaison entre Khartoum et ses provinces ont déclaré samedi "être bloqués par les autorités aux portes de la capitale" de plus de 5 millions d'habitants.

Le conflit a déjà coûté la vie à plus de 1 800 personnes et fait plus d'un million et demi de déplacés et réfugiés. Au moins 18 civils ont été tués mercredi par les tirs d'artillerie et les bombardements aériens de l'armée sur un marché de Khartoum. Les experts disent craindre une offensive massive de l'armée après l'annonce du redéploiement de ses troupes dans la capitale. En face, les FSR continuent de prendre leurs quartiers dans des hôpitaux ou des maisons de civils.

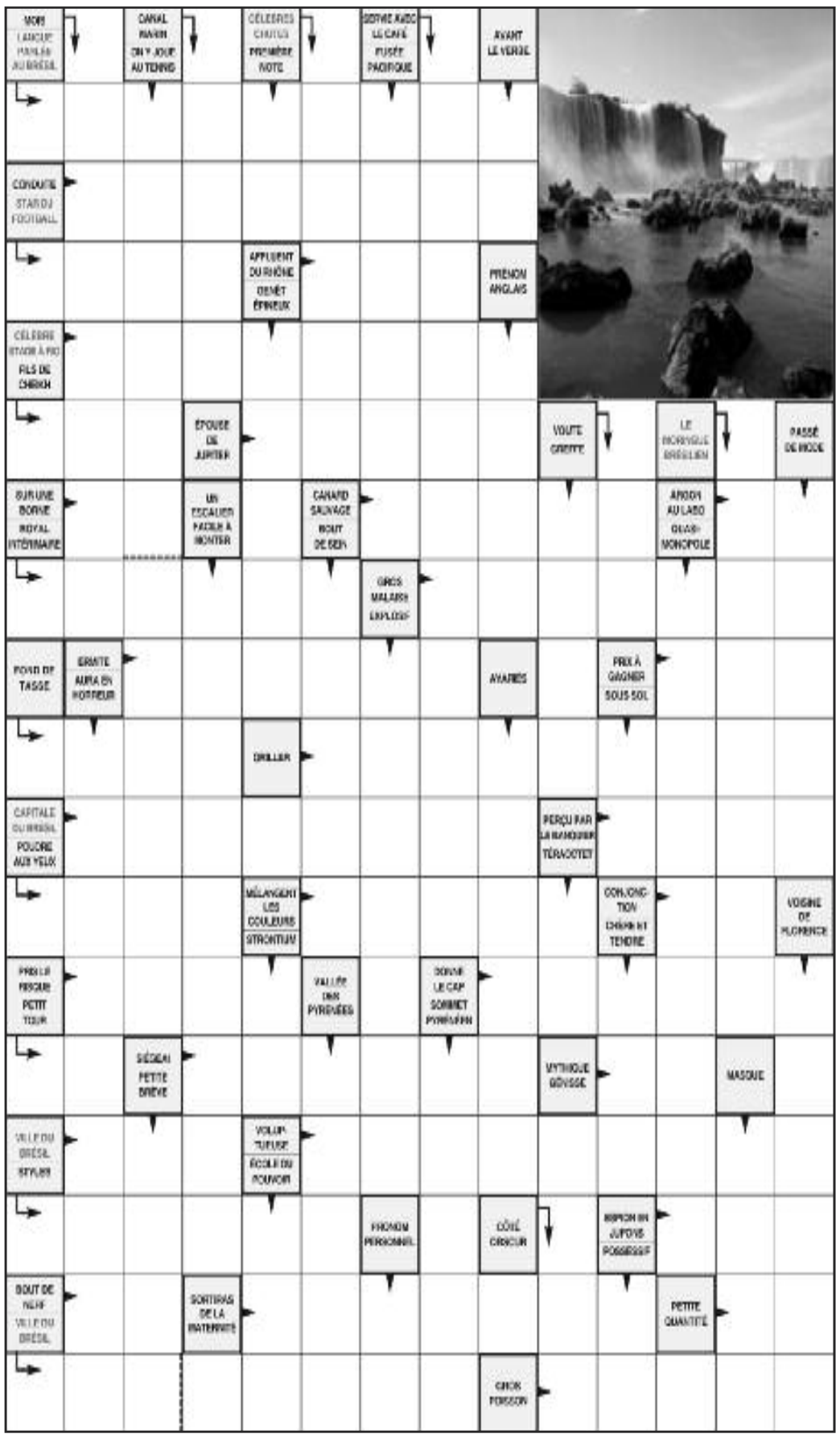
La situation est encore plus grave au Darfour, frontalier du Tchad, et la situation risque d'empirer avec l'approche de la saison des pluies, synonyme au Soudan de recrudescence du paludisme, d'insécurité alimentaire et de malnutrition infantile. Des déplacés ont déclaré à Médecins sans frontières (MSF) avoir vu "des hommes armés qui tirent sur les personnes cherchant à fuir à pied, des villages pillés et des blessés qui agonisent". Des témoins font état samedi de combats autour de la ville de Kutum dans le nord du Darfour.

Alors qu'un tiers des 45 millions de Soudanais ont besoin d'assistance humanitaire, les cargaisons d'aide arrivées par les airs sont bloquées aux douanes et le personnel international se voit refuser les visas pour venir relever des employés locaux exténués ou terrés chez eux. Dix-huit humanitaires ont été tués depuis le début du conflit.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a prolongé vendredi de seulement six mois la mission politique des Nations unies au Soudan, dont le chef Volker Perthes n'est plus le bienvenu dans le pays. Le général Bourhane a réclamé la semaine dernière le limogeage du chef de la mission, lui faisant porter la responsabilité de la guerre. Mais Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a exprimé sa "confiance absolue" envers M. Perthes. ■

LE MONDE AVEC AFP

MOTS FLÉCHÉS N°3560



NUMÉROS UTILES

SÉCURITÉ
Gendarmerie Nationale :
800 00 20 20
Police secours : 17
Sapeurs Pompiers : 18

TÉLÉPHONIE
Renseignements : 1212
Service Dérangements: 1213
Service Clients : 1441

EAU - SEN'EAU
Dépannage :
800 00 11 11 (appel gratuit)
33 839 37 54

ONAS
Egoûts, collecteurs
818 00 10 12 (appel gratuit)

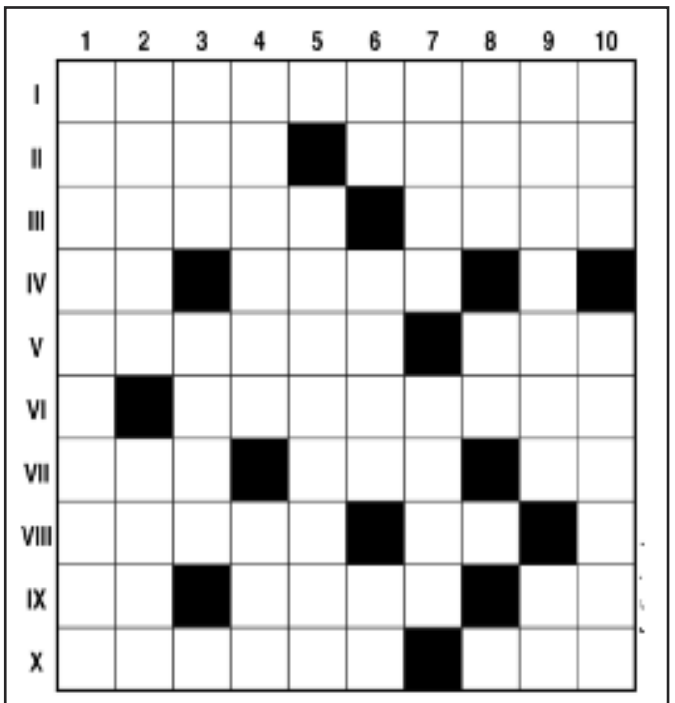
SENELEC
Service Dépannage :
33 867 66 66
Numéro du Guichet Unique :
33 865 01 12

TRANSPORTS
Société nationale de Chemins de Fer du Sénégal (SNCS) :
33 823 31 40
Aéroport international Blaise Diagne de Diass :
33 939 69 00
Port Autonome de Dakar (24H/24) : 33 849 45.45
Heure non ouvrable
Capitainerie : 33 849 79 09
Pilotage : 33 849 79 07

URGENCES
S.U.M.A : 33 824 24 18
SUMA-MEDECIN :
33 864 05 61
33 824 60 30
S.O.S MEDECINS :
33 889 15 15

HÔPITAUX
Principal : 33 839 50 50
Le Dantec : 33 889 38 00
Abass Ndao : 33 849 78 00
Fann : 33 869 18 18
HOGGY (ex-CTO) :
33 827 74 68 / 33 825 08 19

MOTS CROISÉS N°109



HORIZONTALEMENT

I. Cépage de Bourgogne blanc. **II.** Déesse grecque. Arbre pleureur. **III.** Sous-préfecture de Saône-et-Loire. Ablution. **IV.** Patt monsieur anglais. Embarcadère. **V.** Capitale des vins de Bourgogne. Bruit. **VI.** Sauce bourguignonne pour les oeufs. **VII.** Brame. Pied de vigne. En ville. **VIII.** Bible hébraïque. Ville sur la Tille (en Côte-d'Or). **IX.** 3ème personne. Ville de l'Yonne. Métal précieux. **X.** Rivière frontière entre la Pologne et l'Allemagne. Raisin pressé.

VERTICALEMENT

1. Grand cru de Bourgogne. **2.** Partie du jour. Dieu des vents. **3.** Savoir-faire. Âpre. **4.** Ennuié. En plein dans la nasse. **5.** Un peu bêtas. **6.** Vertèbre. Brasse de l'air. Négation. **7.** Post-impressionniste. Ils sont plein de blé. **8.** Mélangeas les couleurs. Petit saint. **9.** Cépage blanc de Bourgogne. Donne le choix. **10.** Monnaie asiatique. Préfecture en Bourgogne.

SOLUTIONS MOTS CROISÉS N°108

	1	2	3	4	5	6	7	8	9
I	P	A	N	S	E	M	E	N	T
II	A	G	I	O	T	E	R	A	I
III	T	E	S	S	I	T	U	R	E
IV	E	N	■	I	O	■	C	I	D
V	R	A	T	E	L	S	■	N	A
VI	N	I	A	■	E	U	M	E	S
VII	I	S	O	L	E	R	A	■	S
VIII	T	E	N	U	■	G	R	U	E
IX	E	S	S	E	N	I	E	N	S

SOLUTIONS

MOTS FLÉCHÉS N°3559

■	C	■	O	■	P	■	N	■	S	■	C
M	O	U	C	H	A	R	A	B	I	E	H
■	L	■	C	I	N	T	R	E	■	T	E
F	O	L	I	E	S	■	T	T	C	■	M
■	M	I	T	■	E	C	H	O	U	E	E
A	B	B	A	Y	E	■	E	N	■	U	T
■	A	R	N	O	■	E	X	■	A	M	O
A	G	E	■	D	A	N	■	K	I	E	V
■	E	T	R	A	N	G	L	E	■	S	■
E	S	T	E	■	C	L	U	N	Y	■	P
■	■	I	D	A	H	O	■	Y	E	T	I
P	I	S	E	■	E	U	R	A	S	I	E
■	E	T	N	A	■	T	A	N	■	B	R
A	N	E	T	■	C	I	S	E	L	E	R
■	A	S	S	I	S	E	■	S	I	T	E

SUDOKU N°3559

9	5	6	2	1	3	8	4	7
1	2	4	7	8	9	5	3	6
3	8	7	6	5	4	9	1	2
4	6	3	1	7	5	2	8	9
8	1	5	9	4	2	7	6	3
2	7	9	8	3	6	1	5	4
7	3	1	4	2	8	6	9	5
5	9	2	3	6	1	4	7	8
6	4	8	5	9	7	3	2	1

SUDOKU N°3560

		8	7		6	4		
	6	5	3				9	
9				2			3	6
6				3			5	7
		3	6		1	9		
5	4			8				1
4	1			7				8
	9				2	6	4	
		2	8		4	1		

HEURES DE PRIÈRES

MESSE	PRIÈRES MUSULMANES
• Cathédrale : 7h	• Souba : 05h40
• Martyrs de l'Ouganda : 6h30 - 18h30	• Tisbar : 14h15
• Saint Joseph : 6h30 - 18h30	• Takussan : 17h00
	• Timis : 19h44
	• Guéwé : 20h44

MOTS MÉLÉS N°3560

E	E	V	I	S	S	I	M	D	N	O	F	O	R	P
V	S	S	P	E	V	O	Y	A	G	E	S	U	A	P
N	I	S	B	E	R	E	V	E	R	T	U	E	U	X
O	O	R	A	C	J	I	N	F	I	C	O	N	R	D
I	N	D	G	O	G	O	U	P	A	N	H	I	U	T
S	E	E	U	U	U	R	U	D	B	A	N	A	N	E
A	G	C	E	T	L	L	U	R	E	R	T	M	N	G
C	A	R	T	E	E	E	P	E	N	S	I	O	N	D
C	R	E	T	R	U	E	H	C	O	A	I	D	E	U
O	O	T	E	V	I	V	A	C	E	C	L	R	E	B

BAGUETTE
BANANE
BRIDE
BUDGET
COEUR
COSTAUD
DECRET
DESIR
DOMAINE
ECOUTER
GENOISE
GENOU
HEURTER
JOURNAL
MARCHAND
MISSIVE
NAVIGUER
NOCIF
OCCASION
ORAGE
PAUSE
PENSION
PROFOND
SAOUL
SEDUIRE
STIPULER
VERTUEUX
VIRGULE
VIVACE
VOYAGE

APRÈS SIX SAISONS EN PREMIER LEAGUE

Nampalys Mendy et Leicester, la fin d'une aventure de blues

Nampalys Mendy ne jouera pas pour Leicester, la saison prochaine. Le milieu de terrain sénégalais fait partie de la liste des sept joueurs qui seront libérés par les Foxes, à la fin de leur contrat, en fin juin. C'est une longue page de six saisons en demi-teinte qui va se fermer pour le champion d'Afrique.

LOUIS GEORGES DIATTA

Leicester a rendu publique la liste des sept joueurs devant quitter le club au terme de leur contrat, à la fin de ce mois. Parmi eux, le milieu de terrain sénégalais Nampalys Mendy. Les Foxes, qui ont été relégués en Cham-pions-hip, n'ont pas jugé nécessaire de poursuivre l'aventure avec le champion d'Afrique.

Pourtant, le Sénégalais n'a jamais clairement affiché son envie d'aller voir ailleurs, malgré son temps de jeu assez faible. Arrivé à Leicester en 2018, en provenance de l'OGC Nice, Mendy n'a pas réussi à s'imposer dans l'entrejeu des Foxes. Pendant six saisons, l'ancien Monégasque a passé plus de temps sur le banc des Blues que sur la pelouse. La sélection nationale, où il a su se faire une place de choix, lui a servi de tremplin.



Depuis son arrivée dans la Tanière, en mars 2021, Nampalys a gagné la confiance du sélectionneur national, qui en a fait un de ses éléments incontournables au milieu de terrain. Avec les Lions, il a pu remonter sa cote à la Can-2021 remportée par le Sénégal, en figurant dans le onze-type de la compétition. Cette belle prestation au Cameroun, en janvier-février 2022, lui a permis de voir le bout du tunnel en club. Car le milieu de terrain, qui ne faisait pas partie des plans de Brendan Rodgers au départ, a pu regagner la confiance de l'entraineur nord-irlandais à son retour de la Coupe d'Afrique.

Relégué dans l'équipe U23 en début de saison, il lui a redonné sa chance en le titularisant à plusieurs reprises dans la seconde partie du championnat.

Mais cet état de grâce n'aura pas duré longtemps. Malgré une fin de saison 2021-2022 assez remarquable, Nampalys Mendy n'a pas pu continuer à profiter des fruits du titre de champion d'Afrique et de mondialiste (le Sénégal étant qualifié à la Coupe du monde Qatar-2022). Il est à nouveau contraint de cirer le banc la plupart du temps durant cette saison 2022-2023. Même le départ de Rodgers du banc de Leicester n'a pas changé sa situation, avec l'arrivée de Dean Smith.

À la fin de cet exercice, le natif de La Seyne-sur-Mer (France) n'a joué que 19 rencontres.

Un avenir à assurer

Nampalys Mendy va connaitre une nouvelle aventure, après avoir passé six saisons en Premier League. À 31 ans, l'ancien sociétaire de l'OGC Nice doit vite trouver un point de chute pour relancer sa carrière. Son temps de jeu famélique à Leicester n'a pas joué en sa faveur. En manque de visibilité, Nampalys ne fait pas courir les recruteurs, pour le moment. Les choses pourraient bouger durant les jours ou semaines à venir. Le fait d'être un joueur libre de tout contrat avec son ancien club pourrait être un atout.

De plus, le joueur a une palette technique qui intéresserait certaines écuries européennes.

Dans tous les cas, il devrait privilégier les pistes qui lui garantiront un temps de jeu conséquent. En plus de rebooster sa carrière professionnelle, le futur ex-Foxes en aura besoin pour son parcours international. Il pourrait perdre son statut en sélection nationale, s'il ne parvient pas à trouver un nouveau club et gagner plus de temps de jeu. Car le critère de la compétitivité compte beaucoup pour Aliou Cissé. Saliou Ciss en a fait les frais, pour n'avoir pas su trouver de club à la fin de son bail avec Nancy. L'ancien pensionnaire de l'institut Diambars n'a plus rejoué avec l'équipe nationale depuis mars 2022, malgré un parcours exceptionnel à la Can-2021, où il a été désigné Meilleur latéral gauche. ■

BRÈVES...

OM

Pape Matar Sarr, une piste à oublier ?



Comme évoqué la semaine dernière, l'Olympique de Marseille a coché le nom de Pape Matar Sarr (20 ans, 14 apparitions toutes compétitions cette saison) pour renforcer son milieu de terrain cet été. L'ancien Messin sort d'une première saison frustrante à Tottenham et l'OM songeait à lui proposer un prêt pour le relancer. Mais d'après La Provence, cette opération n'aura pas lieu puisque la direction phocéenne a finalement abandonné cette piste.

CHELSEA

Kanté en route pour Al-Ittihad !

En fin de contrat avec Chelsea, le milieu de terrain N'Golo Kanté (32 ans, 7 matchs en Premier League cette saison) était annoncé avec insistance dans le viseur de plusieurs clubs saoudiens ces derniers jours. Et d'après les informations du journaliste Fabrizio Romano ce mardi, l'international français s'apprête à rejoindre l'attaquant Karim Benzema à Al-Ittihad ! Si les deux parties doivent encore régler des derniers détails, un accord semble imminent pour l'ancien Caennais concernant un contrat jusqu'en juin 2025 avec un salaire annuel estimé à 100 millions d'euros. Comme prévu, l'Arabie saoudite affiche de grandes ambitions sur le marché pour promouvoir le football et ainsi obtenir l'organisation de la Coupe du monde 2030.

MAN UTD

Van de Beek veut étudier ses options

Victime d'une sérieuse blessure au genou en janvier dernier, le milieu de terrain de Manchester United Donny van de Beek (26 ans, 7 apparitions en Premier League cette saison) a encore connu une saison galère. Particulièrement décevant depuis son arrivée en provenance de l'Ajax Amsterdam pour 39 millions d'euros à l'été 2020, l'international néerlandais veut étudier ses options lors de ce mercato, d'après les informations du journaliste Fabrizio Romano ce mardi. Malgré sa bonne relation avec le manager des Red Devils Erik ten Hag, le Batave se retrouve à la recherche d'un autre défi pour disposer d'un temps de jeu important et régulier. Confronté à une concurrence trop importante à MU, Van de Beek ressent le besoin d'un nouveau départ.

TOTTENHAM

Maguire recruté pour Kane ?

Sur ce mercato d'été, Tottenham a l'espoir de retenir l'avant-centre Harry Kane (29 ans, 38 matchs et 30 buts en Premier League cette saison), sous contrat jusqu'en juin 2024 et courtisé par plusieurs cadors européens comme Manchester United ou encore le Real Madrid. D'après le sérieux média britannique The Telegraph, les Spurs veulent retenir l'international anglais en recrutant le défenseur central des Red Devils Harry Maguire (30 ans, 16 matchs en Premier League cette saison). Sur le départ de MU, l'ex-joueur de Leicester dispose d'une excellente relation avec Kane grâce à leur expérience commune en sélection. Officiellement nommé sur le banc londonien ce mardi, le nouveau manager Ange Postecoglou a d'ailleurs validé la piste menant à Maguire.

MILAN

Le Real a décidé pour Brahim Diaz

Intéressant lors de son prêt sur les deux dernières saisons à l'AC Milan, le milieu offensif du Real Madrid Brahim Diaz (23 ans, 33 matchs et 6 buts en Serie A cette saison) disposait d'un avenir incertain ces derniers mois. Mais selon les informations du quotidien madrilène Marca ce mardi, la Maison Blanche a tranché : le jeune talent va rester chez les Merengue ! Après le départ de Marco Asensio, libre pour le Paris Saint-Germain, l'entraîneur du Real Carlo Ancelotti veut conserver l'ancien joueur de Manchester City pour lui confier un rôle important dans son effectif. Pour montrer à Diaz son importance dans le projet, le récent vice-champion d'Espagne souhaite même prolonger son contrat pour deux années supplémentaires, soit jusqu'en juin 2027.

SUPER LIGUE

La Juve confirme son souhait

Comme nous vous l'indiquions ce mardi, la Juventus Turin, toujours impliquée dans la Super Ligue avec le FC Barcelone et le Real Madrid, souhaite se désengager de ce projet. Une volonté confirmée par la Vieille Dame dans un communiqué officiel. "En référence aux rumeurs parues dans la presse aujourd'hui, la Juventus Turin informe qu'elle a envoyé une lettre aux deux autres clubs qui, comme la Juventus, n'ont pas exercé leur droit de retrait du projet Super Ligue (FC Barcelone et Real Madrid) afin d'initier une période de discussion entre les trois clubs concernant l'éventuelle sortie de la Juventus du projet Super Ligue. La société procédera à toutes les communications requises par la loi à l'issue des discussions et des évaluations, en précisant que de nombreuses reconstitutions rapportées dans la presse concernant le contenu de la communication (y compris toute référence à de prétendues menaces de sanctions éventuelles par l'UEFA) ne correspondent pas à la vérité", peut-on lire.

PSG

Marcus Thuram se montre séduit

Libre au terme de son contrat avec le Borussia Mönchengladbach, l'attaquant Marcus Thuram (25 ans, 30 matchs et 13 buts en Bundesliga cette saison) a été présenté dans les petits papiers du Paris Saint-Germain ce mardi. Dans le même temps, le quotidien régional Le Parisien assure que l'international français se montre séduit par la possibilité de rejoindre le récent champion de France ! Emballé à l'idée de porter le maillot parisien, l'ancien Guingampais se sent prêt pour relever ce défi. De plus, Thuram dispose d'une bonne relation avec la star du PSG Kylian Mbappé grâce à leur expérience commune en équipe de France. De son côté, la radio RMC précise que Paris se trouve toujours en concurrence avec l'Inter Milan sur ce dossier.

PSG

Pourquoi Thierry Henry hésite...

Annoncé dans le viseur du Paris Saint-Germain pour accompagner Julian Nagelsmann dans un rôle d'entraîneur adjoint principal, Thierry Henry a quelques doutes, selon les informations du journal Le Parisien ce mardi. Déjà car la légende du football français craint de ne plus pouvoir passer assez de temps en Angleterre où réside sa famille en cas d'arrivée dans la capitale tricolore. Mais aussi et surtout car celui qui a accompagné Roberto Martinez en Belgique jusqu'au dernier Mondial ne souhaite plus forcément, après avoir déjà tenté des expériences en tant que coach numéro 1 à Monaco puis à l'Impact Montréal, occuper une fonction d'adjoint. Un frein considérable pour une arrivée chez les Rouge et Bleu ?

DIVERS

Hazard pourrait prendre sa retraite !



Quelques mois après avoir déjà mis fin à sa carrière internationale avec la Belgique, Eden Hazard (32 ans) va-t-il raccrocher définitivement les crampons ? Selon le quotidien espagnol Marca, l'ailier belge envisage de prendre sa retraite après avoir résilié son bail avec le Real Madrid. Usé par ses blessures et ses dernières saisons difficiles, l'ancien Lillois serait prêt à jeter l'éponge. En Major League Soccer (MLS), la franchise canadienne des Vancouver Whitecaps aimerait cependant le convaincre de faire une dernière pige.